

Rouge

CFDT :

L'austérité
passe mal

P 6/7

M 15/8 N° 1019 5F

Hebdomadaire de la Commune révolutionnaire (IV^e Internationale)

du 4 au 10 juin 82



CONTRE REAGAN ET LES BRIGANDS IMPERIALISTES

réunis à
Versailles

(Dossier pages 11 à 14)

Sortir de la crise en frappant ses victimes ?

AUSTERITE », « rigueur », « sacrifices »... ces mots reviennent de plus en plus souvent dans les discours officiels.

« Travailleurs, pour sortir de la crise, il faudra vous serrer la ceinture », voilà ce qu'expliquent aujourd'hui non seulement Delors et Rocard, mais Mauroy et tous les membres de son gouvernement.

Il faudra « mettre un frein » aux salaires, dit Mauroy ; « la couverture sociale est trop coûteuse », ajoute Rocard. « L'heure n'est pas au socialisme », précise Chevènement.

Il ne s'agit plus de querelle de mots. La « rigueur » aujourd'hui, c'est la réduction des indemnités pour les chômeurs, c'est l'augmentation de la TVA, c'est la diminution des dépenses de santé, les coupes dans les budgets sociaux, etc.

LE Parti communiste est solidaire de cette politique. Lui qui proclamait bien haut son refus de « gérer la crise », il met aujourd'hui de plus en plus d'eau dans son vin. Bien sûr, il se déclare encore

hostile à l'« austérité », mais il est déjà partisan de la « rigueur ». Le mot « profit » lui écorche encore la bouche, mais ses économistes inventent déjà de « nouveaux critères de gestion » qui peuvent améliorer la « productivité » et la « compétitivité » des entreprises, sans remettre en cause le système capitaliste.

LA droite se félicite. Les patrons ne crachent pas sur les cadeaux qu'on leur fait. Et ils auraient mauvaise grâce à critiquer le gouvernement quand il annonce des « sacrifices » pour les travailleurs.

Mais, s'ils applaudissent cette politique du gouvernement, ils craignent les réactions de ceux qui l'ont élu. Et ils ont raison.

Car beaucoup de travailleurs refusent cette politique. Ils n'ont pas élu Mitterrand ni donné la majorité au PS et au PC pour qu'on leur demande aujourd'hui de réduire leur niveau de vie et de rogner leurs acquis, pendant qu'on distribue des milliards aux capitalistes. On l'a vu au congrès de la CFDT : malgré le forcing d'Edmond Maire et

Delors, un tiers des délégués ont dit non au « recentrage ». Ils ont refusé qu'on taxe les fonctionnaires sous prétexte d'aider les chômeurs.

On l'a vu dans les luttes, au mois de février-mars, sur les ordonnances : des centaines de milliers de travailleurs ont fait grève pour la défense de leurs acquis, obligeant Mitterrand à se prononcer pour le paiement de la quarantième heure.

Nombreux sont les militants et sympathisants socialistes et communistes qui n'acceptent pas de voir le gouvernement reculer devant les exigences du patronat. Ils ne veulent pas voir l'espoir du 10 mai bradé, et ne sont pas prêts à accepter de se serrer la ceinture, pour le seul profit des capitalistes.

Avec eux, la LCR se battra pour développer la mobilisation unitaire des travailleurs contre la droite, et pour la défense intransigeante des revendications. On ne sortira pas de la crise sans prendre des mesures radicales qui s'attaquent aux profits des capitalistes.

REPERES

Municipales : la « proportionnelle » à la sauce Defferre n'est pas au goût du PCF

Le projet de loi mis au point par la direction du PS pour les élections municipales à venir a été discuté en Conseil des ministres le 26 mai. L'accord ne s'est pas fait sur ce texte qui, tout en prétendant instaurer une forme de proportionnelle, n'est qu'un replâtrage du système majoritaire à 2 tours en vigueur actuellement. Le PC maintient, pour le moment, sa position traditionnelle, en réclamant la proportionnelle intégrale à un tour.

Son objectif est simple : il cherche d'abord à préserver, voire améliorer, ses propres positions électorales. Le PC a été, dans le passé, la victime la plus évidente du système électoral de la V^e République, notamment du découpage des circonscriptions. Ainsi, au Parlement, avec 44 députés sur 488, il obtient 9 % des élus pour 16 % des voix. Pour ce qui est des municipalités, par contre, la forte poussée électorale de l'Union de la gauche en 1977 a permis au PS et au PC des gains importants dans les grandes villes : le PC a gagné 22 mairies dans les villes de plus de 30 000 habitants et en dirige maintenant 72 sur 221. C'est pourquoi, avant de céder sur la proportionnelle intégrale, il entend obtenir du PS un maximum de garanties pour, malgré l'érosion de son électoral, préserver ses positions dans les municipalités. Pour le PC comme pour le PS, il s'agit d'enjeux politiques, mais aussi financiers, de taille.

Il est vrai, également, que le PC est embarrassé pour faire admettre que le scrutin envisagé pourrait être une variété de proportionnelle. La liste majoritaire est, en effet, assurée d'emporter au moins 75 % des sièges. Quant à la « représentation des minorités », elle ne sera pas mieux assurée que dans le passé. Non seulement la barre des 5 % est maintenue, mais pour qu'un courant minoritaire puisse être représenté, il devra se rallier au second tour à l'une des deux listes en présence. Délibérément, donc, ce mode de scrutin interdit la représentation des organisations révolutionnaires.

Avant que le Parlement soit saisi en juillet, il est particulièrement important que se multiplient les prises de positions pour une véritable proportionnelle, la proportionnelle intégrale à un tour.

P. S.

SOUSCRIPTION

Nous publions la liste des derniers envois qui nous sont parvenus à Montreuil pour soutenir l'activité de la LCR

LCR Chambéry		LCR Dijon	460
Gérard	100	LCR Paris	
Philip, Pour la grève générale	100	Cellule Affaires sociales	100
Isabelle	10	Section 7/15	
Daniel, vers la grève générale	100	équipement DRE	120
Cellule Chambéry	400	Section 13*	300
LCR Grenoble		LCR Lyon	500
Angèle, SMH	50	LCR Limoges	50
Stage de formation de Lavaldeins	490	François Quang	200
Marseille, Daniel	500	Crémaillères Couronnes	100
		Cellule équipement 75,	
		Annick	1 000
		Orléans, gratification exceptionnelle	200
LCR Tarn			5 270
Mohamed, ouvrier textile		Ancien total	126 016
CGT	100		
Danièle SNI	200	Nouveau total	131 286
Sympathisants Carmaux	100		



Ci joint pour soutenir financièrement le combat de la LCR.

Nom Adresse
Prénom
Profession Syndicat
LCR/sympathisant/autre parti
Mention très courte pour le journal

CHEQUES A L'ORDRE DE LA LCR (envoi à Michel Rousseau,
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil)

PCF Convention nationale des communistes critiques

ENVIRON cent cinquante militants ou anciens militants du PCF viennent de publier une déclaration dans laquelle ils appellent à une convention nationale, les 19 et 20 juin 1982, les communistes critiques, « qu'ils soient membres du PCF, qu'ils l'aient quitté ou qu'ils en aient été écartés ».

« Au moment, expliquent-ils, où les forces réactionnaires relèvent la tête, s'opposent au changement social et politique et mènent avec acharnement la lutte des classes, il serait gravement préjudiciable que se poursuive le processus de déperdition des forces que nous représentons et qui ne disposent pas, à l'heure actuelle, de possibilités réelles d'expression et d'action. »

Il s'agit pour les signataires d'assumer « une pratique politique nouvelle », rejetant « toute tentation du monolithisme, au profit d'un regroupement souple ».

« Nous disposons pour cela, précisent-ils, d'un capital commun chèrement acquis, au travers de la longue crise du mouvement communiste international. Ce qui nous unit n'est pas seulement la référence au marxisme et l'aspiration au socialisme. Nous entendons être des acteurs du changement engagé en France et sommes convaincus que la condition du succès réside dans l'essor du mouvement populaire, latent dans le pays, mais entravé, notamment, par la profondeur des divisions syndicales et politiques. Notre objectif central sera l'union à la base et dans les luttes contre la droite et le patronat afin de lever coûte que coûte cet obstacle. »

La déclaration en appelle à « l'émergence d'un nouvel internationalisme » affirmant la solidarité avec les luttes des peuples face à l'impérialisme et la nécessité d'une analyse sans complaisance des sociétés de l'Est.

Cet appel est signé, entre autres, par les militants communistes qui furent actifs dans le mouvement Union dans les luttes : E. Balibar, G. Bois, G. Molina, G. Labica, M. Malfato, J. Bruhat...

LCR-PS Rapprochement ?

Plusieurs journaux ont fait état ces derniers temps d'un « rapprochement entre la LCR et le PS ». C'est à la LCR que nous avons été les premiers surpris par cette nouvelle sensationnelle.

Il y a une quinzaine de jours une délégation du bureau politique de la LCR rencontrait des représentants de la direction du Parti socialiste. Cette rencontre fut consacrée à un échange de vues sur la situation politique, celle du mouvement syndical et le déroule-

ment des luttes ouvrières en cours. Des municipales, il ne fut pratiquement pas question, sauf l'insistance de la LCR sur la nécessité d'un scrutin à la proportionnelle intégrale. Pas plus qu'il ne pourrait être question de « rapprochement » politique si la LCR rencontrait, comme elle l'a demandé, la direction du PCF. Pour une bonne et simple raison, d'ailleurs : le PS et le PCF, solidaires au gouvernement, défendent leur politique de collaboration de classes et de compromis avec le patronat lors des prochaines municipales. Et cette politique, la LCR la combat aujourd'hui comme elle la combattra en mars 1983.

Réuni les 14, 15 et 16 mai, le comité central de la LCR a adopté une déclaration politique qui ne laisse aucun doute sur ce sujet (cette déclaration a été publiée dans *Rouge*, la semaine dernière). Il a aussi voté une résolution pour la préparation des municipales qui dit ceci :

« Il est évidemment prématuré de fixer un an à l'avance le contenu précis de l'intervention de la LCR dans les municipales. Cependant, sauf modification brusque de la situation, les grandes lignes peuvent déjà en être dessinées. La campagne électorale de la LCR s'organiserait donc autour des grands axes suivants :

— une bataille pour l'échec de la droite et contre la politique de la bourgeoisie dans tous les domaines (licenciements, répression antisyndicale, hauts fonctionnaires à sa solde, hiérarchie militaire, etc.) et les mobilisations réactionnaires qu'elle impulse ;

— l'agitation pour une politique anticapitaliste de rupture avec la bourgeoisie appuyée sur la mobilisation des travailleurs : c'est la voie de la lutte pour la satisfaction des revendications de tous les exploités, contre le chômage et la vie chère, béquilles du capitalisme en crise ;

— l'exigence que le PS et le PC, qui sont majoritaires à l'Assemblée, prennent des mesures allant dans ce sens ;

— la dénonciation implacable de la politique de collaboration de classes des directions social-démocrate et stalinienne qui tournent le dos à ces mesures en pratiquant le compromis permanent avec le patronat sur le dos de la classe ouvrière dans les entreprises, à l'Assemblée, au gouvernement, et dans tout l'appareil d'Etat.

« Dans ce cadre et en fonction du contexte social du moment, les municipales seront aussi un haut-parleur pour des propositions d'actions immédiates en défense des intérêts vitaux des travailleurs, rassemblant dans la lutte toutes les organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier. Mais au moment où les directions du PS et du PC mettent solidairement en œuvre leur ligne de gestion de la crise, ces propositions doivent plus que jamais être formulées sans aucune ambiguïté comme des mots d'ordre de mobilisation pour la lutte. Partant, il ne saurait être question, lors de la campagne municipale, de les réduire au slogan de l'unité PS-PC. »

Sur cette base, le comité central a mandaté le bureau politique de la LCR pour poursuivre les discussions engagées avec Lutte ouvrière et le PCI.

PAYSANS Graves incidents à Pau

Les dirigeants de la FNSEA cherchent à rééditer le coup de force de Brioude il y a deux mois : ils mobilisent contre une grève ouvrière, celle des dockers CGT du quai privé de la société Maisica à Bayonne. Cette société, la seule à refuser de négocier avec le syndicat, est présidée par Dubosc ancien député RPR.

Le 26 avril, les dockers bloquent le trafic. Les fédérations départementales des Hautes et Basses-Pyrénées, des Landes et du Gers vont foncer au secours de Maisica sous prétexte de défendre les producteurs.

Malgré la suspension du mouvement des dockers, les quatre fédérations départementales (FDSEA) organisent une manifestation centrale ; non à Bayonne dont le maire est de droite, mais à Pau dont le maire est ministre dans l'actuel gouvernement. La

manifestation connaît un réel succès et la colère des paysans, détournée, amène de violents affrontements avec la police et le saccage du centre ville de Pau, voulu et organisé par les dirigeants de la FDSEA (dont Lauga, ancien dirigeant CNJA).

Face à ces provocations destinées à couper les ouvriers des paysans et à leur impact, il n'a pas été possible d'organiser une riposte unitaire. Le MODEF, la CGT, le SNES ont manifesté le 27 à 400, alors que la CFDT, la FEN, le PS et le PSU le faisaient la veille à 1 000. La LCR a dénoncé cette division scandaleuse.

La Confédération nationale des syndicats des travailleurs paysans (CNSTP) a, dans un communiqué, affirmé sa solidarité avec les dockers dont les revendications doivent être satisfaites et lancé un appel à tous les paysans pour qu'ils se désolidarisent des quatre FDSEA et de leur action anti-ouvrière.

La CNSTP pose la question essentielle : sont-ce les dockers qui exploitent les paysans ou bien les gros trafiquants de maïs ? Ces manœuvres de la droite pour mobiliser les paysans rendent encore plus urgente l'unité d'action entre les organisations paysannes liées au mouvement ouvrier.

MEETING

Un an après le 10 mai
**LES TRAVAILLEURS
VEULENT UNE
AUTRE POLITIQUE**
une seule voie pour satisfaire
les revendications
**S'ATTAQUER
AUX CAPITALISTES**

Les réponses
de la Ligue communiste
révolutionnaire
avec Alain Krivine
A LA MUTALITE 20H
M^o Maubert-Mutualité



22 JUIN

PSU Présolidarité gouvernementale ?

Huguette Bouchardeau n'est pas encore membre du gouvernement. Elle a pourtant accepté, avec l'accord du bureau politique du PSU, d'être présente à la réception organisée à Versailles en l'honneur de Reagan.

La fédération de la Haute-Marne du PSU, qui approuve la décision de participer à la manifestation contre Reagan du 5 juin, communique qu'« elle se voit obligée de désavouer publiquement la participation de H. Bouchardeau à la réception donnée le 6 juin à Versailles par Mitterrand en l'honneur du même Reagan et de ses acolytes ».

« Le bureau fédéral déclare qu'il ne se considère nullement engagé par cette participation contraire au sens de la manifestation de la veille. »

« En autorisant cette participation incongrue, la majorité du bureau politique a renié tout le passé de luttes anti-impérialistes que le PSU a menées depuis sa création. »

Abonnement

Nom
Prénom
Adresse
Formule choisie

	Normal	Collec.	Etranger
1 an	230 FF	190 FF	320 FF
6 mois	120 FF	110 FF	170 FF

Règlement à l'ordre de :
PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93108
Montreuil. (tél. : 859.00.80)

Rouge

• Edité par la société Presse/Edition/Communication (PEC)
• Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31
• Directeur de la publication : Robert March
• Commission paritaire : 63922
• Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

Contre les fauteurs de guerre impérialiste : une seule voie Développer la mobilisation populaire

QUI peut encore nier que le mouvement international contre le réarmement impérialiste exerce une forte pression sur les gouvernements ? Alors qu'il se préparait à venir en Europe, Ronald Reagan a annoncé qu'Américains et Soviétiques entameraient des négociations pour la réduction des armements nucléaires stratégiques le 29 juin à Genève.

Il s'agit à l'évidence d'une tentative de désamorcer des mobilisations — à Paris le 5 juin, à Londres et Anvers le 6, à Rome le 7, à Bonn le 10 et à Washington le 12 — qui s'annonçaient particulièrement massives dans les grands pays du monde capitaliste. Voulant prouver son attachement à la paix et améliorer une image passablement ternie, le président des Etats-Unis a ainsi affirmé que son pays n'entreprendrait « pas d'actions qui porteraient atteinte » aux accords stratégiques déjà existants (SALT et SALT 2) « aussi longtemps que l'Union soviétique fera preuve de la même retenue ».

Dans sa tentative, Reagan aura été bien aidé par la réaction du Kremlin. Celui-ci n'a en effet pas hésité à qualifier le discours du chef de la Maison-Blanche comme « un pas dans la bonne direction ». Et ce au risque de démobiliser une partie du mouvement antiguerre et de favoriser la manœuvre de Washington. Mais il est vrai que les bureaucrates ont toujours craint les effets chez eux des mobilisations de masse, leur préférant les conversations autour d'un tapis vert.

Le loup se serait-il transformé subitement en agneau ? La réponse n'a pas

tardé. Le « New York Times » vient de rendre public un document confidentiel fixant les orientations de la stratégie américaine pour les cinq ans à venir. Dans ce texte, les responsables du Pentagone estiment que leur pays doit être capable de mener contre l'URSS une « guerre nucléaire prolongée ». Cela implique que les armes atomiques américaines doivent « prévaloir et être capables de forcer les Soviétiques à mettre fin le plus tôt possible à des hostilités dans des termes favorables aux Etats-Unis ». L'objectif du dispositif impérialiste est clairement fixé : détruire sur le territoire soviétique « les forces nucléaires et conventionnelles, ainsi que les industries vitales au pouvoir militaire ». Selon le « New York Times », ce projet s'accompagnerait d'un développement des armes conventionnelles chargées de la défense des intérêts américains en Europe occidentale et dans le golfe Arabo-Persique.

Peut-on être plus clair ? Alors que pour la galerie, on annonce l'ouverture de négociations, dans l'ombre, les plans s'élaborent patiemment. Le texte du Département d'Etat en dit long sur ce qui sera en jeu au sommet de l'OTAN à Bonn le 10 juin. Et cela éclaire d'un jour singulier le soutien des puissances occidentales à la guerre britannique dans l'Atlantique-Sud.

Il apparaît une nouvelle fois que le plus sûr moyen de s'opposer à l'escalade guerrière de l'impérialisme, c'est le développement des capacités d'action du mouvement populaire. C'est pourquoi des dizaines d'organisations, des milliers de manifestants seront dans la rue le 5 juin à Paris, contre la venue de Reagan.

Christian Picquet

Appel du SWP des Etats-Unis et de la LCR

LE président des Etats-Unis et le président français, qui soutiennent sans réserves l'un et l'autre la guerre meurtrière de l'impérialisme britannique contre l'Argentine, se rencontreront à Paris le 5 juin pour discuter et combiner leurs offensives respectives contre les exploités de leurs propres pays et du monde. Ils prétendent parler au nom de la paix pour mieux être en mesure de conduire leurs guerres.

L'impérialisme américain a commencé une nouvelle guerre du Vietnam pour briser les progrès de la révolution socialiste en Amérique centrale et dans les Caraïbes. Les dictatures armées et financées par les Etats-Unis au Guatemala, au Salvador mènent une guerre contre leurs propres peuples avec l'aide de « conseillers » militaires américains.

Une guerre moins connue mais tout aussi sérieuse a d'ores et déjà commencé contre le Nicaragua. Le combat est engagé sur deux fronts alors que l'impérialisme américain accentue son offensive pour renverser le gouvernement des ouvriers et des paysans qu'a porté au pouvoir la révolution sandiniste. Au nord, les incursions, depuis le territoire du Honduras, de forces somozistes et de troupes de ce pays entraînées par des « bérets verts » américains sont une réalité quotidienne. Au sud, l'état d'urgence vient d'être déclaré au Costa-Rica. C'est là une mesure offensive contre le Nicaragua. Elle s'inscrit dans le soutien aux actions armées des forces contre-révolutionnaires dirigées par des traîtres tels qu'Eden Pastora et qui bénéficient, elles aussi, de l'aide et de l'appui sans réserve des Etats-Unis.

Reagan intensifie ses attaques contre le gouvernement des ouvriers et des paysans de Grenade. Il multiplie les initiatives devant conduire à l'isolement de ce pays afin de créer les conditions politiques les plus favorables à une agression militaire.

Washington durcit sa politique d'encerclement de la révolution cubaine, en intensifiant son offensive diplomatique, en multipliant les manœuvres militaires et, récemment, en interdisant tout voyage de citoyens américains à Cuba.

Le gouvernement français, en dépit de sa rhétorique et de son apparente préoccupation pour le sort des peuples opprimés du tiers monde poursuit sa politique de défense des intérêts propres de l'impérialisme français. Mitterrand, de concert avec Reagan, apporte son complet soutien à la guerre de Margaret That-



MANIFESTATION NATIONALE 5 JUIN 14H Place Clichy Paris

cher dans l'Atlantique-Sud. Face à l'impact qu'a dans les Caraïbes la politique menée par les révolutionnaires au pouvoir à Grenade, les impérialistes français ont augmenté leur présence navale dans la région et accru leurs effectifs militaires à la Martinique et à la Guadeloupe. Par ailleurs, la France maintient plusieurs milliers de soldats basés en diffé-

rents points d'Afrique noire. C'est là une force contre-révolutionnaire au niveau du continent.

Les impérialismes américains et français insistent sans relâche sur la nécessité de développer et de déployer les armements nucléaires contre les peuples du monde qui luttent pour la démocratie et le socialisme. Mitterrand donne l'exemple en

développant la force nucléaire sous-marine, en renforçant la force de frappe, en menant des expériences nucléaires en atmosphère libre dans le sud-Pacifique au mépris de la vie et de la santé des peuples de la région et en autorisant les recherches sur la bombe à neutrons.

Le Pentagone précise ses plans de déploiement des missiles Cruise et

Pershing en Europe, malgré une opposition de masse qui a fait descendre des centaines de milliers de manifestants dans les rues. Reagan accélère les plans de développement de la bombe à neutrons tandis que les officiels américains n'hésitent pas à faire des déclarations sur la possibilité d'un usage « démonstratif » des armes nucléaires en Europe.

Cette vaste expansion de l'arsenal nucléaire impérialiste est financée par des budgets de guerre sans cesse croissants. Et cela au détriment du niveau de vie des peuples de la planète.

Les travailleurs de France et des Etats-Unis n'ont aucun intérêt à ces préparatifs de guerre qui menacent l'humanité entière. Nous n'avons rien en commun avec les capitalistes aux intérêts desquels cette politique répond. Nos intérêts sont les mêmes que ceux des opprimés et des exploités que l'impérialisme veut écraser.

- Pas un sou pour les budgets de guerre, pas une personne pour les forces armées impérialistes !
- Forces américaines et françaises hors des Caraïbes !
- Impérialismes américain et français hors d'Afrique et d'Asie !
- Démantèlement immédiat de l'OTAN et de l'arsenal nucléaire français !
- Les Malouines sont argentines ! Retrait immédiat de la flotte britannique !
- LCR (Section française de la IV^e Internationale) Socialist Workers Party (Etats-Unis).

● Les lois réactionnaires américaines interdisent au SWP d'appartenir à la IV^e Internationale.

VOLTE-FACE DU PCI (ex-OCI)

UNE nouvelle réunion unitaire de la LCR, de LO et du PCI s'est tenue le 1^{er} juin, pour mettre au point les modalités d'apparition commune de nos trois organisations dans la manifestation convoquée le 5 juin, place Clichy, à Paris : les représentants du PCI ont annoncé qu'ils ne se considéraient plus liés par aucun accord et qu'ils ne participeraient pas à un cortège commun avec la LCR et LO.

La raison invoquée ? La LCR serait coupable d'un « double langage », comme le suggère l'article du dernier numéro d'Informations ouvrières, « d'un côté, une position internationaliste, fidèle au programme de la IV^e Internationale (lire : la déclaration commune LCR-LO-PCI) ; de l'autre, la soumission aux accords

de Yalta et Postdam » (lire : l'appel des 56 personnalités)... Et de citer, pour « preuve », les initiatives prises par nos camarades dans différentes villes de province, faisant connaître cet appel pour engager l'ensemble des organisations ouvrières, anti-impérialistes et démocratiques à manifester contre Reagan.

Cette démarche qui est la nôtre depuis le début, à Paris comme en province, a permis qu'outre les personnalités, appellent à la manifestation de la place Clichy à Paris de nombreux comités et organisations dont la LCR, LO, le PSU, le PCR, les CCA, l'OCT et... le PCI qui n'a pas, à ce jour, retiré sa signature de l'affiche unitaire.

Ce que reproche, aujourd'hui, le PCI à la LCR, c'est que cette dernière,

tout en défendant ses positions politiques — et en le faisant en commun avec d'autres organisations révolutionnaires, LO et le PCI — combat en même temps pour l'unité d'action la plus large, pour le front unique de toutes les organisations ouvrières et démocratiques contre l'impérialisme.

Cela n'exclut pas, bien au contraire, l'apparition politique propre de chacune de nos organisations, ni la diffusion massive de la déclaration commune de la LCR, de LO et du PCI, qui permet de faire apparaître une force authentiquement anti-impérialiste et internationaliste.

Libre au PCI de prétendre « découvrir » dans un appel de personnalités auquel, comme le précise In-

formations ouvrières, nous n'avons pas souscrit, on ne sait trop quel « double langage » de la LCR, et d'en tirer argument pour se dédire des engagements qu'il avait souscrits tant à l'égard de la LCR et de LO que vis-à-vis de l'ensemble des autres organisations

Invoquer la fidélité au programme de la IV^e Internationale est une bien piètre poudre aux yeux là où il est seulement question d'arguties de dernière heure pour une volte-face. Le retrait du PCI affaiblit la mobilisation anti-impérialiste contre Reagan et ses alliés. Il est d'autant plus regrettable que, du côté du gouvernement, du PC et du PS, on s'emploie activement à étouffer cette manifestation.

P. Sylvain

NON !

QUELQUES semaines après l'anniversaire du 10 mai, le gouvernement se met à parler « d'austérité » ! Delors le dit franchement. Mauroy nuance à peine : il proteste contre la hausse des salaires mais promet qu'il ne fera pas la même politique que Barre. Mitterrand se permet même d'ajouter que si rigueur il y a, elle doit s'appliquer à ceux qui ont des revenus.

Mais « rigueur », « effort » sont des mots qui reviennent dans la bouche des dirigeants du PS et du PC. Les nuances de langage importent peu ; l'objectif reste le même : expliquer que les travailleurs vont devoir commencer à se serrer la ceinture.

Un « tournant » dans la politique du gouvernement, expliquent les commentateurs. Oui et non. Oui, car jamais jusqu'à présent le gouvernement n'avait expliqué avec une telle unanimité que les travailleurs devaient trinquer. Car, comme nous l'expliquons depuis des mois, si l'on ne veut pas prendre dans la poche des capitalistes, il faut prendre dans celle des salariés.

Le gouvernement a épargné les patrons. Plus, il leur donne des milliards. Peu à peu « nos ministres » ont cédé sous la pression du CNPF. Un seul exemple : l'impôt sur la fortune. Il devait être un des instruments essentiels de « financement » du changement. Il ne coûtera qu'un milliard aux patrons alors que 40 milliards sont donnés pour les « indemniser » des nationalisations.

LES discours ne viennent pas au hasard. Les prochaines échéances du gouvernement sont très concrètes : allocations chômage, Sécurité sociale... Échéances décisives pour la « politique sociale » : il n'est plus question de discours ou de « réformes structurelles », mais de la vie quotidienne des travailleurs.

Sur la Sécurité sociale, le gouvernement a déjà augmenté de 1 % la cotisation des salariés. Voyons les chiffres : en 1981, la dette patronale s'accroît de 80 % en valeur absolue et double en pourcentage. Les cadeaux faits aux patrons, combinés avec les cotisations impayées et l'augmentation du chômage, amènent une diminution de 25 milliards des ressources de la Sécurité sociale.

Le trou de l'UNEDIC (caisse chômage) tourne autour de 35 à 40 milliards. Pour le financer, le gouvernement ne songe pas à faire payer les patrons (après tout, ce sont eux qui licencient) mais... les chômeurs. En baissant les allocations chômage « des hautes catégories ». Ou en pistant les « faux chômeurs ».

Pourtant, s'il y avait 800 000 chômeurs de moins, « le trou » de l'UNEDIC et de la Sécurité sociale (même si l'on oublie les charges indues et les dettes patronales) n'existerait plus. Une logique politique qui prouve que les « équilibres financiers » si chers aux technocrates peuvent être transformés. Mais pour le faire, il faut s'en prendre aux capitalistes...

LES contraintes économiques « internationales », voilà le dernier argument des dirigeants du PS et du PC. Après s'être adapté aux pressions du CNPF, le gouvernement veut s'adapter aux contraintes du capitalisme international pour justifier « l'austérité ». Car cette crise n'est-elle pas celle du système capitaliste, comme l'expliquaient, avant le 10 mai, le PS et le PC ?

« Rupture avec le capitalisme », proclamait alors le PS. Bien des commentateurs bourgeois et des gens « de gauche » expliquent que l'exercice du pouvoir aidant, le PS est devenu « réaliste ». Depuis des mois nous disons que ce « réalisme » est à courte vue. On renonce au droit de veto sur les licenciements et on distribue des milliards aux patrons pour « investir » : résultat, le chômage dépasse les deux millions.

Rompre avec le capitalisme, ce n'est pas seulement rompre avec le CNPF. C'est ne pas accepter la loi des trusts internationaux, c'est préférer la lutte commune des travailleurs européens pour les 35 heures aux accords des capitalistes européens sur la sidérurgie.

Reagan, Thatcher ont fait leur choix : réduire au maximum « les dépenses sociales » pour financer les capitalistes. Ce n'est pas pour une telle politique que les travailleurs ont élu Mitterrand et une majorité PS, PC.

Antoine Artous

Pendant qu'ils distribuent DELORS-MAUROY DE FAIRE



Mauroy annonce, lors de la conférence nationale entreprises, que les salaires augmentent trop vite.

DÉPUIS que Delors s'est mis à parler d'austérité, les bouches se sont ouvertes. Mauroy réaffirme dans une interview au *Nouvel Observateur* qu'« il faut mettre un frein à ce qui a tendance à s'emballer », les salaires s'entend. Il ajoute : « Ne comptez pas sur moi pour faire du barrisme. » Mauroy évite les problèmes mais Rocard et Chevènement y répondent très clairement.

Dans le *Matin*, Chevènement explique : « L'objectif actuel n'est pas le socialisme... Ce que nous pouvons attendre des Français, c'est qu'ils fassent un premier effort dans le sens d'une meilleure compréhension des enjeux et d'une plus grande mobilisation... (L'objectif) c'est de construire progressivement la République moderne. Dans la période historique actuelle, le modèle français est celui d'une économie mixte, largement ouverte sur le marché dominé par le capitalisme mondial. Mais c'est une société où le poids du secteur public, de la tradition démocratique, est tel qu'on peut y construire une démocratie, je ne sais comment la qualifier, j'aurais dit "avancée" si le mot "avancé" n'avait été compro-

mis dans un passé récent. Disons donc une démocratie d'avant-garde... »

Les commentaires seraient faciles. « République moderne », dernière invention du « gauchiste » Chevènement pour couvrir une politique social-démocrate que, en son temps, il avait violemment dénoncée. L'important est de constater que Chevènement accepte que la France soit largement dominée — « ouverte » comme il dit élégamment — par le capitalisme international.

Le secteur public dont il parle, « l'économie mixte », on le voit à l'œuvre dans ce contexte : les nationalisations ne serviront qu'à mieux aider le capitalisme français à « s'adapter » à la concurrence internationale. Restructurer, licencier comme pour la sidérurgie sous Giscard, voilà les conclusions qui s'imposent si l'on écoute Chevènement que d'aucuns présentent comme « la gauche » du PS.

« Une gauche » qui rejoint « la droite » : il suffit pour s'en convaincre de lire l'interview de Rocard au *Point*. « L'évolution de notre économie ne peut être appréciée qu'en fonction de l'éco-

nomie mondiale. Or ce qui est frappant, c'est que celle-ci continue à se dégrader... » Sauf que Rocard, lui, est plus précis ; puisque l'économie mondiale « se dégrade », il faut que les travailleurs se serrent la ceinture : « La situation que je viens de décrire rend les problèmes sociaux de nos sociétés insolubles. Car la crise augmente le besoin de sécurité dont la demande de prestations (assurances sociales, retraites) et de garanties de toutes sortes y compris contre la violence. »

Voilà comment Rocard explique qu'il faut s'en prendre aux dépenses de santé (voir encadré) et, de façon générale, refuser « un protectionnisme généralisé ». Bref, il faut résister à ceux qui demandent que l'Etat assure « une protection sociale », autrement dit à ceux qui ont élu Mitterrand et une majorité PS, PC et veulent voir leurs revendications satisfaites.

Des « relais » syndicaux nécessaires

Pour essayer de « faire passer » cette politique dans la classe ouvrière, le gouvernement a besoin de « relais » syndicaux.

des milliards aux capitalistes, DEMANDENT AUX TRAVAILLEURS DES SACRIFICES !

Ce n'est pas tout à fait par hasard si Delors et Mauroy ont multiplié les déclarations avant le congrès CFDT. « Delors, Delors » ont crié beaucoup de délégués durant les discours de Maire. Il faut dire que le secrétaire général de la CFDT a largement servi de haut-parleur au gouvernement, même si, par ailleurs, il proclame à qui veut l'entendre son indépendance.

Sa réponse « aux minoritaires » va au-delà des espérances de Delors et Cie : « Quand certains affirment, par exemple, qu'il est possible d'obtenir immédiatement les 35h effectives avec une création massive d'emplois et les 3 900 F tout de suite de salaire minimum dans toutes les entreprises françaises, on croirait entendre Merlin l'enchanteur. Ces camarades savent pourtant bien, tout autant que nous, que dans des branches entières, des milliers d'entreprises sont peu florissantes et que les salaires y sont trop bas. N'oublions pas les quelque 15 à 20 000 faillites annuelles. Si d'un seul coup, dans ces secteurs, on passe à 35 heures en augmentant les bas salaires de quelque 20 %, que va-t-il se passer ? Ou l'on multiplie les faillites, ou l'on ferme les frontières. Et si l'on ferme les frontières, nous ne pourrions plus exporter. Et comme les exportations représentent environ 35 % de la production industrielle, le chômage fera un grand bond en avant. Ce n'est plus Merlin l'enchanteur, c'est la fée Carabosse... Ceux qui prônent ces belles solutions auront beau chasser les patrons, tout nationaliser, les réalités sociales, économiques... et politiques auront tôt fait de faire voler leurs rêves en éclats. Sans parler du sort des libertés dans un tel schéma... »

On croirait entendre un représentant des patrons des PME et non des travailleurs. Maire veut-il que la classe ouvrière française soit aussi exploitée que celle du tiers monde pour que les entreprises françaises soient concurrentielles ? Maire oublie-t-il qu'il n'y a pas longtemps encore, lui et la CFDT exigeaient la socialisation des grands moyens de production pour réaliser l'autogestion socialiste ?

L'Humanité s'est bien gardé de rendre compte en détail de l'opposition qui s'est dégagée dans ce congrès à la politique de la direction CFDT. Pas un mot, par exemple, sur l'appel des 130 syndicats qui s'opposent à l'orientation défendue par Maire ; même si, par ailleurs, le « recensement » est critiqué. Une façon de préparer le congrès CGT ?

A. A.

LE PCF DIT OUI A LA «RIGUEUR»

QUAND le PS parle de rigueur et d'effort, le PC suit. Mais cette approbation ne va pas sans poser plusieurs problèmes.

D'abord, le PC doit nier, en tout cas minimiser, la ligne d'austérité mise en branle par le gouvernement. C'est ce que fait Marchais quand il

sort de l'Élysée le 28 mai : « Rien dans les propos du président de la République ne permet de penser qu'il y aurait un inflexionnement dans la mise en œuvre de la politique pour laquelle les Françaises et les Français se sont prononcés en mai 1981. »

Ce langage-là, c'est pour les journalistes. Pour les militants, le ton change. Et c'est le deuxième problème du PCF. S'il doit nier publiquement tout changement de politique, il doit tenir compte du mécontentement à la base. Le même jour, après sa visite à Mitterrand, Marchais tient une AG des militants du Val-de-Marne : « Or chacun sait (...) que c'est face aux problèmes cruciaux que sont l'emploi et le pouvoir d'achat que l'action gouvernementale, au bout d'un an, provoque la plus grande déception. » Marchais tient le discours que veulent entendre les militants : celui de l'insatisfaction devant le peu de changements enregistrés.

Le même secrétaire général assurait, le matin même, aux journalistes que cette politique, qui cause tant de déceptions, ne serait pas inflexible... Mais voilà : la base grogne et ne voit pas ce que ça rapporte au parti et aux travailleurs que d'être au gouvernement dans ces conditions. Si Marchais reconnaît cette déception, il enfourche le thème de la crise internationale pour excuser les difficultés rencontrées. Pour sortir de cette crise, « il faut mieux gérer les entreprises, en ne prenant pas pour critère la seule rentabilité capitaliste, mais l'efficacité économique et sociale. Une entreprise doit créer plus de richesses et cesser de les dilapider ». Dans cette logique, Marchais va défendre la compétition contre les USA et la RFA, donc produire français, reconquérir le marché intérieur. « Ce qui requiert, sans aucun doute, un grand effort national, et même un grand élan républicain, mais bien sûr dans la justice, la rigueur, selon moi, allant de soi. En résumé : adaptation oui, changement de politique non » explique Anicet le Pors au Club de la presse du 30 mai. Voilà comment le PC répond aux attentes ouvrières devant un changement plus que discret : une adaptation lente mais bien réelle aux exigences de compétitivité de l'économie en crise.

Pour opérer cette « adaptation », le PC évite d'attaquer les propos de Jacques Delors. Voilà un autre problème : comme il doit masquer l'austérité à l'œuvre dans le gouvernement, le PC épargne ses coups et choisit une cible de diversion, en l'occurrence Edmond Maire. C'est à lui que le PC attribue les propos de Delors. Ainsi Georges Marchais, à Villejuif : « Dans ces conditions, préconiser que les travailleurs renoncent à certains de leurs droits ou de leurs avantages ; leur prêcher comme vient de le faire malheureusement Edmond Maire... » C'est Delors qui parlait de renoncement aux droits, c'est Maire qui est attaqué. Il est probable que Maire ait prononcé des paroles voisines. Mais pour le PC, ce qui est prioritaire, c'est la solidarité gouvernementale ; pas un

mot ne sera proféré contre le ministre de l'Économie. Ce « truc » assez misérable s'accompagne dans l'Humanité du 24 mai d'une autre astuce. Martine Bulard va attaquer les commentateurs qui accusent Delors de parler comme Barre. « Comme par hasard, et en parfaite symbiose avec le patronat, les commentateurs ne retiennent que cette interprétation des déclarations de Jacques Delors... », c'est-à-dire celle du CNPF, ajoute-t-elle. Ainsi le PC minimise le tournant vers l'austérité que prend le gouvernement. Le Pors au club de la presse d'Europe 1, va décerner au gouvernement un label d'authenticité : « Nous sommes en France dans une situation infiniment plus complexe qui ne permet pas de caractériser ce pouvoir actuel comme un pouvoir social-démocrate. » La garantie serait la présence de ministres communistes...

Pour illustrer ces propos il précise : « Deux logiques économiques s'affrontent dans ce pays ; d'une part, celle qui fait du profit capitaliste le point de passage obligé de toute politique économique ; d'autre part, celle qui vise à une maîtrise nationale des forces productives de notre pays en complétant le critère de rentabilité financière par d'autres critères plus riches d'efficacité économique et sociale. »

Voilà le pot-aux-roses : si le PC ne s'oppose pas aux propos d'austérité de Delors, c'est que lui-même amorce un tournant dans ce sens. Ces nouveaux critères de gestion sont une grandeur purement évanescence.

Il s'agit, aux termes du forum de l'Huma et d'Économie et Politique, (17 mai), de reconquérir le marché intérieur « en se battant contre les importations, en rentabilisant les coûts de production des produits français, en relançant les productions d'équipements, en modernisant l'appareil de production », etc.

Il s'agit en fait de donner aux comités d'entreprise un droit de regard dans la gestion de l'entreprise. « Un véritable intéressement matériel et moral des travailleurs est nécessaire pour qu'ils interviennent sur la gestion », expliqua même Philippe Herzog. Le mot de la fin sera pour le même Herzog, du BP, directeur d'Économie et Politique : « Oui, les communistes ont changé. Pendant des décennies s'occuper de gestion a été considéré comme de la collaboration de classes (...) Maintenant nous disons, avec prudence et réalisme, certes, mais de la façon la plus déterminée, que les travailleurs doivent prendre place dans la gestion... Une dialectique de la lutte et de la gestion peut s'enclencher. » (Huma 18 mai 1982)

Dans ce contexte, l'effort, la rigueur, la solidarité nationale, ce sont les thèmes communs au PC et au PS. L'austérité peut faire son chemin.

Jean Lantier.

« Le Figaro » : Delors a raison, mais le langage de l'effort sera-t-il entendu ?

LES déclarations de Delors ont été saluées chaleureusement par l'ensemble de la presse de droite et des journaux patronaux.

Mais les éditorialistes les plus lucides de la bourgeoisie laissent percer tout de même une certaine inquiétude. C'est le cas de Guy Baret dans le Figaro du 24 mai, dans un éditorial intitulé « L'Heure de l'austérité ».

On peut « féliciter le pouvoir pour son nouveau réalisme », explique-t-il. Mais comment ne pas voir la contradiction entre ce langage tenu aujourd'hui et les « espoirs insensés » (sic !) qu'ont fait naître ses promesses électorales ?

« Aujourd'hui Pierre Mauroy explique qu'on ne saurait confier aux comités d'hygiène et de sécurité le soin d'arrêter un atelier, car il s'agit là d'une prérogative du chef d'entreprise. C'est le bon sens. (...) Mitterrand en a néanmoins fait sa soixante et unième promesse. »

« On nous révèle qu'il n'est pas possible de réduire au taux zéro la

TVA sur les produits de première nécessité (...) François Mitterrand l'ignorait-il lorsqu'il formula sa trente-troisième proposition de candidat sur la TVA ? »

« On comprend que la base militante et électorale du PS ait du mal à sacrifier à la nouvelle trinité gouvernementale exprimée par Jacques Delors "effort, patience, solidarité". »

« Le ministre des Finances a même parlé de sacrifices sur les salaires ou les droits acquis en matière d'indemnisation du chômage. Comment les socialistes pourraient-ils entendre le langage de l'effort, alors que celui de la campagne électorale fut celui de la facilité ? »

Dans le langage qui est le sien, la bourgeoisie dit, en somme, au gouvernement : ce que vous faites va dans le bon sens. Mais attention ! Ceux qui vous ont portés au pouvoir risquent de vous dire : « On ne vous a pas élus pour ça ! »

F. L.

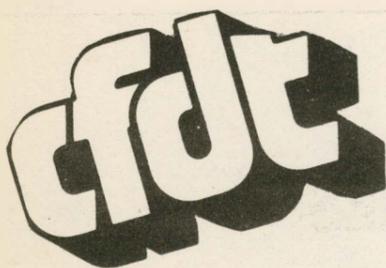
Rocard-Ralite, même combat !

Dans une interview au Point, Rocard explique que « la France vit avec un taux de garantie sociale qui est au-dessus de ses moyens. Et qu'elle ne peut plus supporter les dépenses de santé sans limites, quelle que soit la nature de ces dépenses ».

Les travailleurs seront ravis d'apprendre qu'ils dépensent trop pour leur santé. Surtout quant ils verront que Ralite, ministre communiste, vole au secours de Rocard. En effet, ce dernier explique qu'il va maintenir la sélection introduite en 1971, à la fin de la première année, pour les étudiants en médecine (Radio TMF, jeudi 27 mai).

Cette sélection avait été mise en place par la droite parce qu'il y avait, paraît-il, trop de médecins en France. A l'époque, le PS et le PC l'avaient combattue fermement, expliquant, à juste titre, que la France était sous-équipée en ce qui concerne la santé.

Mais, déclare Ralite, s'il « ne disait pas ça avant le 10 mai, c'est parce que l'exercice d'une responsabilité apprend des choses... » Bref, comme Rocard, Ralite a appris qu'il y avait en France trop de dépenses de santé et trop de médecins, puisqu'il faut sélectionner et ne « pas fabriquer des chômeurs » médecins.



L'AUSTERITE PASSE MAL

• Le 39^e Congrès a vu se polariser une opposition regroupant le tiers des mandats



Edmond Maire au congrès de Metz (25 au 29 mai)
Photo Bernard Nowak

UN des faits les plus marquants du congrès a été à peu près ignoré par la presse : la réalité de l'opposition. Une chose, en effet, est de noter les résultats des votes : les 34 % opposés au rapport d'activité pourraient n'être que « la conjonction des mécontents et des inquiets sans cohérence commune », comme le laissait entendre *Libération*. Cette thèse est difficilement compatible avec le texte d'appel à voter non, signé en définitive par 132 syndicats (voir *Rouge* n° 1018). Elle est aussi difficilement compatible avec les convergences visibles au travers des diverses interventions d'opposants.

Maire, d'ailleurs, dans son discours de réponse, s'est adressé à eux comme à la minorité représentant une part non négligeable de la confédération : « Vous êtes pour le socialisme ? », leur lance-t-il. « Nous aussi. Pour l'autogestion ? Et nous donc, et comment ! Alors enrichissons-nous dans un débat franc et serein... » Dans son souci d'apparaître ouvert pour réduire le nombre d'abstentions, il s'est même nettement démarqué des articles fielleux de *Syndicalisme hebdo* qui, avant le congrès, faisait campagne contre « ceux qui manipulaient » et ceux qui se prêtaient à l'opération... « Dans les différences de point de vue entre nous, déclarait le secrétaire général, il ne doit pas y avoir d'accusé. » Comme on le voit, on est loin du rejet des « coucou », dénoncés par Edmond Maire comme agents de l'extérieur lors du congrès d'Annecy (1976) !

A Metz, en effet, des porte-parole de structures syndicales importantes prenaient position contre l'orientation confédérale : nous avons cité, dans le dernier numéro de *Rouge*, Jean-Paul Bourne de la chimie Rhône-Alpes, Alain Pascon du syndicat national des impôts, Jean-Paul Halgand du syndicat des Caisses d'épargne, Gérard Dutartre, du syndicat national des douanes, Serge Roux de la santé de la région parisienne, Jean-Claude

Becquet d'Hacuitex de Roubaix-Tourcoing... Toutes ces interventions étaient nettement appuyées par une expérience syndicale de masse, comme celles dont nous donnons des extraits ci-dessous.

Un certain nombre d'idées essentielles sont communes à toutes ces prises de position : elles traduisent le besoin d'unité dans l'action, de la mobilisation contre le patronat et pour les revendications ; elles rejettent la tentative de chercher un terrain d'entente avec le patronat après le 10 mai comme du temps de Giscard.

Cela suffit-il, demanderont certains, pour « offrir une alternative » ? Vraie question, mal posée... Et à laquelle les intervenants au congrès, malgré les limites de temps de parole, ont donné des éléments de réponse. Tout d'abord, ils sont unis sur l'essentiel : rejeter l'austérité gérée par la gauche, prendre au sérieux la volonté d'unité pour le changement. Ensuite, ils ont réaffirmé, à plusieurs reprises, que le socialisme autogestionnaire fournit la solution pour sortir de la crise capitaliste : expropriation des exploités, socialisation des moyens de production, planification démocratique, autogestion... Ces choix, bien sûr, ne règlent pas tout : il reste à la minorité apparue lors de ce congrès à se saisir des échéances concrètes de la lutte de classes, au cours desquelles elle sera amenée à préciser ses réponses à la fois en termes de mobilisation unitaire et en termes de solutions pour enlever le contrôle de l'économie des mains des capitalistes. Pour ces tâches, le congrès de Metz aura seulement permis à la minorité de commencer à se connaître et de se regrouper sur des analyses et des réponses donnant les bases pour une stratégie alternative à celle de la gestion de l'austérité. Ce n'est pas rien. De même qu'il n'est pas sans conséquence d'arriver comme opposant un peu isolé et de constater qu'à tout prendre on fait partie d'un gros tiers de la confédération !

Pierre Rème.

• Pour l'unité avec la CGT

QUELQUES extraits permettent, mieux que de longs discours, de faire comprendre les enjeux de ce débat.

« Il ne peut y avoir d'action syndicale sérieuse sans prendre en compte tous les travailleurs qui se battent sur des objectifs que nous partageons. Et ces travailleurs sont unis par une conscience de classe mais, de fait, se reconnaissent les uns dans la CFDT et les autres dans la CGT ; et à chaque conflit ils demandent la participation des deux organisations. » (Syndicat de la métallurgie de Fos et Etang de Berre)

« L'unité que nous proposons doit se faire d'abord et prioritairement avec les travailleurs. Mais ne soyons pas naïfs : elle doit se faire surtout avec la CGT qui est bien souvent, pour ne pas dire toujours, notre seul partenaire dans l'action. La CGT où sectarisme et dogmatisme, accusations et attaques répétées contre notre organisation sont souvent les seules réponses qu'elle nous fournit (...) Mais la priorité n'est-elle pas dans la

période de ne pas se tromper d'adversaire ? Devons-nous par notre attitude et notre comportement renforcer le clan des anti-unitaires dans la CGT et par là donner des atouts supplémentaires à nos adversaires de classe ? » (Plusieurs syndicats Hacuitex de Lorraine)

« Pendant des années, nous avons tout fait pour que la gauche politique prenne le pouvoir. Aujourd'hui, fidèles à nos orientations, nous devons tout faire pour que la droite reste à sa vraie place, dans l'opposition. (...) Mais ce qui saute aux yeux c'est la remontée de la droite et de l'extrême droite (...) »

« Nous devons mener notre combat contre la droite et le patronat avec détermination. L'unité d'action est un moyen de ce combat et nous sommes tout à fait d'accord avec la tribune libre d'Eugène Descamps parue dans le Monde du 16 mai où il dit qu'« il est temps de mobiliser toutes les forces populaires ». »

« Il nous faut, au-delà des divergences réelles au sein de la

gauche, tout faire pour que les travailleurs conservent l'espoir né du 10 mai, se rassemblent sur des objectifs communs et luttent ensemble contre le patronat. »

« Bien sûr nous ne minimisons pas les attaques injustes et sectaires dont la CGT nous abreuve dans les boîtes, mais si nous voulons que la gauche gagne et dure, si nous voulons bâtir le socialisme autogestionnaire, il est temps de prendre le taureau par les cornes... »

« Le 1^{er} Mai a révélé une grave carence de l'organisation (...) »

Bien sûr, il ne faut pas oublier la Pologne... mais qu'est-ce que les travailleurs polonais gagneraient si, en partie par certains sectarismes, la gauche échouait en France ?

« Dans le bilan, nous mettons volontairement le 17 juillet 1981 (signature du protocole sur le temps de travail, NDLR) et le 1^{er} Mai 1982 en parallèle parce que ces deux dates sont symptomatiques de l'analyse et de la pratique de la confédération. En effet, nous demandons ce qui est pire pour les travailleurs et travailleuses de France : un compromis certes difficile avec la CGT ou un compromis pour le moins mauvais avec le patronat ? »

(Un regroupement de syndicat ; commerce de Lille, métaux, agro-alimentaire, livre-papier, banque, SGEN, VPC-commerce, Sécurité sociale, santé sociaux de Roubaix-Tourcoing, PTT et communaux du Nord.)

• Le bilan négatif de la direction confédérale

Notre action prioritaire pour créer des emplois est aujourd'hui fondamentale pour sortir de la crise ; elle est aussi vitale pour deux millions de chômeurs.

Malheureusement, le protocole signé par la CFDT le 17 juillet 1981 ne permet en rien de répondre à notre objectif de maintien des activités et de création d'emplois. Notre signature a empoisonné les négociations dans les branches et les entreprises : une graine pourrie ne donne jamais un bon fruit.

Les concessions acceptées par la confédération ne permettent pas de créer des emplois. Et qu'on ne se trompe pas : les militants qui se coltinent toutes les négociations et

les applications dans les boîtes l'ont vérifié. Le protocole et l'ordonnance qui a suivi ne sont pas créateurs d'emplois.

A ce sujet, d'ailleurs, un petit mot sur la cotisation-chômage des fonctionnaires... Tout en rappelant que notre regroupement de syndicats est majoritairement du privé ! Pourquoi vouloir à tout prix faire cotiser les fonctionnaires ? Nous avons déclaré la guerre au chômage et ce qui apparaît comme notre souci principal c'est de remplir les caisses de chômage ; quelle contradiction !

(André Renard, au nom du regroupement des syndicats de Lille et de Roubaix-Tourcoing)

• L'appel à l'action de la fédération Hacuitex

DEUX millions de chômeurs, nous en viendrons à bout en arrachant l'économie à sa logique unique de recherche des profits, c'est-à-dire en enlevant la maîtrise de l'économie à la grande bourgeoisie capitaliste, et en remettant à l'ordre du jour l'objectif de propriété sociale des moyens de production et d'échange.

Etre réaliste, c'est considérer que le capitalisme, qui a été à l'origine du chômage, qui repose sur l'exploitation, ne va pas se réformer et devenir un agent de lutte contre le chômage.

Ce qu'il faut, c'est une véritable volonté de mobilisation de masse des travailleurs sur des revendications susceptibles de changer vraiment la situation des travailleurs. Et c'est sur ces revendications et non sur des échanges de communiqués que se reconstruira une véritable unité d'action où se retrouveront tous ceux qui sont prêts à se battre contre le capitalisme. C'est bien aujourd'hui avec un

gouvernement de gauche qu'il faut mobiliser les travailleurs, et les mobiliser contre le capitalisme car la société socialiste autogestionnaire que nous voulons construire, il va bien falloir la mettre à l'ordre du jour et savoir que ce n'est pas une nouvelle forme de capitalisme.

Après ce congrès, il faut que le bureau national propose rapidement une initiative concrète d'appel à l'action pour la réduction du temps de travail et la création d'emplois, avec des objectifs précis, des échéances, des propositions de moyens concrets d'action et avec un appel pressant à l'unité d'action, à L'UNITE DANS L'ACTION.

Il faudra aussi qu'il appelle les travailleurs à se mobiliser pour exiger la mise en œuvre d'une politique économique stoppant la disparition de branches entières d'activité et assurant le maintien et la reconquête des emplois.

(Daniel Torquéo, secrétaire de la fédération Habillement-cuir-textile)

La semaine prochaine,

une interview
de Daniel Torquéo,
secrétaire de la fédération Hacuitex
et nouvel élu
au bureau national de la CFDT

MIXITE ET STRAPONTIN

LA direction confédérale proposait un quota de femmes dans les instances de direction nationale **en plus des représentants élus des fédérations et régions.** Ce qui faisait dire à des syndicats qu'il ne s'agissait pas d'un vrai quota, comme si des femmes « n'étaient pas capables d'exercer des responsabilités à part entière » et qu'il serait plus logique « d'inciter les femmes à se présenter, même si cela doit prendre la place d'un homme » (santé Doubs). Le même syndicat notait que cela ne suffirait pas à renverser « un modèle si ancré dans la société et que nous reproduisons malgré nous, dans les syndicats, même nous, les femmes ». Le syndicat santé de Haute-Vienne, dans une contribution remise aux délégués, affirme « qu'assurer la mixité, c'est avant tout développer des revendications qui prennent en compte les problèmes des femmes travailleuses ». Le rapporteur rappelait utilement que le congrès de Brest avait voté par 93,3 % « que la libération des femmes passe par l'autonomie économique, le droit à l'emploi ». Mais comment se battre pour l'autonomie économique des femmes quand la confédération accepte la généralisation du temps partiel, c'est-à-dire le chômage partiel des femmes et donc, de fait, « que le salaire des femmes n'est qu'un salaire d'appoint »? Comment se battre pour le plein emploi des femmes avec l'accord du 17 juillet, alors qu'au contraire c'est par une baisse généralisée et massive du temps de travail que l'on peut espérer réduire le chômage? Le syndicat santé de la Haute-Vienne avance la nationalisation des branches industrielles en difficulté comme le textile pour arrêter le chômage des femmes. Si nous ne faisons pas cela aujourd'hui, refuserons-nous demain « les licenciements de dizaines de milliers de secrétaires victimes de la bureautique » au nom de la rentabilité de l'économie? Il ne



faudrait pas oublier non plus les équipements collectifs gratuits, le remboursement de l'avortement et l'augmentation des salaires.

Il faut donner des moyens aux femmes dans les syndicats pour qu'elles puissent s'exprimer et peser dans les orientations du syndicat. Plusieurs syndicats ont souligné l'importance des commissions syndicales femmes à tous les niveaux de l'organisation. Proposition rejetée par la confédération comme étant une mesure ségrégationniste! Ce n'est pas l'avis de la déléguée du Doubs qui rapporte en détail l'expérience bénéfique de celle

de l'UL de Besançon, car c'est là que les femmes ont pu s'exprimer sur le temps partiel par exemple. « Lorsque la force des femmes se manifeste à nouveau, des syndiquées qu'on ne voyait pas, ou qui militaient peu, se sentent intéressées par un militantisme qui leur permet d'affirmer leur place. » Le syndicat de Haute-Vienne cite quelques autres moyens : « Heures de délégation attribuées en priorité aux femmes pour leur permettre de participer à la vie syndicale pendant leur temps de travail. Locaux d'UL et d'UD pouvant accueillir les enfants pendant les heures de réunions. » On le voit, les syndicats qui refusaient les quotas n'étaient pas à court de propositions concrètes.

Les quotas sont impuissants à résoudre l'évolution des mentalités. On l'a vu avec le dessin de *Syndicalisme* du congrès (ci-contre) qui saluait le vote sur la résolution « mixité ». 85 syndicats ont aussitôt réagi contre cette « anecdote » ainsi que sur la soirée culturelle qui n'avait pas été exempte de numéros où la femme était présentée sous son image traditionnelle : « objet commercial, objet sexuel » avec des « réactions sexistes des spectateurs ». Les mêmes réactions d'ailleurs au dessin incriminé. Nicole Notat, nouvelle femme à la commission exécutive, devait condamner cette erreur de *Syndicalisme*. Mais pourquoi N. Notat et pas E. Maire ou J. Chérèque? A croire que les quotas donnent borne conscience.

A. N.

LES PATRONS LICENCIENT, LES TRAVAILLEURS PAIENT

La direction confédérale remettait à l'entrée du congrès une motion d'actualité sur l'indemnisation des chômeurs, qu'elle modifiait légèrement en cours de congrès pour la faire présenter à l'unanimité par le nouveau bureau national. Cette procédure fut dénoncée comme une manœuvre par de nombreux syndicats, car le chômage n'est pas une réalité nouvelle, ni le déficit de l'UNEDIC. Or, aux termes des statuts, seul un événement nouveau ayant eu lieu depuis l'ouverture des débats justifie une motion d'actualité. Le bureau a même poussé la « démocratie » jusqu'à refuser tout amendement! Or, cette notion est très impor-

tante. Elle propose la cotisation chômage pour les fonctionnaires et « si cela s'avérait nécessaire l'augmentation de la cotisation » pour tous.

Pour le délégué Hacuitex du Puy qui combattait cette motion, « il est même anormal que les salariés paient le chômage du patronat ». Il s'étonne qu'on trouve des milliards en Conseil des ministres pour le patronat et pas pour l'UNEDIC. A la place d'une telle « compromission », il propose la mobilisation unitaire des travailleurs contre les patrons. Que les vrais nantis paient par un impôt conséquent sur la fortune. Faire payer les travailleurs signifie que les « nouvelles solidarités » sont en fait de « nouvelles austérités ».

Une motion de renvoi fut repoussée par 38,44 % pour et 52,9 % contre.

La motion d'actualité recueillit 53,23 % pour, 32,61 % contre et 14,12 % d'abstentions.

LE CONGRES AU JOUR LE JOUR

EDMOND MAIRE avait un objectif pour ce congrès : obtenir carte blanche pour négocier l'austérité. Tous les moyens ont été utilisés à cet effet : centralisation nationale du vote des retraités, par vote préalable du congrès (pour : 46,14 %, contre : 45,20 %). Ils représentaient environ 2,6 % des mandats, à peu près la différence de vote que la majorité enregistre par rapport à Brest. Sur plus de 1 300 amendements, seulement 6 seront retenus pour la discussion et choisis par le bureau national sortant. C'est ainsi que le congrès discuta du niveau de la compensation salariale, mais pas du principe même de la compensation, alors qu'une trentaine d'amendements dans ce sens ont été déposés. Un amendement sur les droits politiques des immigrés ne fut pas connu des congressistes, ni celui sur l'indépendance syndicale vis-à-vis du gouvernement sur la base de la mobilisation des travailleurs.

Enfin, le bureau national a mis au débat des amendements situés hors du contexte d'autres amendements déposés par un même syndicat, ce qui leur enlevait l'essentiel de leur signification. Le cas le plus caricatural étant celui retenu sur l'indépendance syndicale, déposé par les communaux de Toulouse, qui supprimait un passage de la résolution, alors qu'ils en avaient écrits quelques autres pour dire en positif comment ils concevaient la question, ce qui les amena à retirer cet amendement.

90 délégués environ purent prendre la parole. Les intervenants furent choisis par le bureau national pour plus de la moitié d'entre eux. Plus inquiétants furent les votes soumis au congrès sur des documents arrivés en fin de débat et non discutés dans les syndicats, tel que le document « action syndicale, outil du changement » et la motion d'actualité sur l'indemnisation du chômage (cf. encadré). Dans « action syndicale, outil du changement », on lisait entre autres qu'il « fallait imposer la négociation sur l'ensemble des éléments de la productivité », c'est-à-dire que les salariés prennent leurs responsabilités dans la gestion capitaliste.

La tournure du congrès a fortifié plusieurs délégués dans leur volonté de « mettre un coup d'arrêt aux remises en causes des acquis de la CFDT ». En fin de congrès, le comité régional santé de la région parisienne déclare « qu'à travers les débats, nous agissons pour une réorientation de la CFDT, en mettant en œuvre les moyens pour y parvenir. » Six syndicats (Hacuitex Le Puy, santé du Rhône, cheminots de Toulouse) s'engagent pour leur part « à développer une mobilisation unitaire pour faire cesser tout licenciement ». Les votes sur les amendements, malgré tous ces défauts, ont été l'occasion, pour les syndicats les plus convaincus, de maintenir une ligne de lutte de classe dans la CFDT.

Politique d'action

Cinq amendements restaient en débat.

1) Qui résiste aux changements? Pas les salariés, qui eux au contraire ont lutté et voté pour le changement, mais les non-salariés dont la grande majorité sont des capitalistes et des professions libérales. Le rapporteur balaya d'un revers de main ce constat en s'appuyant sur quelques cas marginaux où le « maintien des écarts » l'emporte sur la défense des revendications unissant toutes les catégories.

Pour : 28 %
Contre : 65,17 %
Abstentions : 6,16 %

2) Etre solidaire c'est « élargir les acquis des secteurs les plus avancés aux situations les plus précaires ». La direction confédérale contra cet amendement avec les mêmes arguments que le précédent en essayant de justifier qu'il y aurait des acquis à remettre en question. Mais en dehors du sauvetage des profits des patrons, on ne sait toujours pas quel intérêt pourraient y trouver les travailleurs.

Pour : 33,12 %
Contre : 60,30 %
Abstentions : 6,59 %

3) La compensation salariale : deux amendements étaient soumis au vote, compensation jusqu'à 2 fois le SMIC ou jusqu'à 6 fois le SMIC. Le deuxième visait à interdire toute réduction des salaires. Il obtint 18,86 % pour, 72,45 % contre, 8,66 % d'abstentions. Le premier obtint une majorité relative. La volonté de son auteur était de limiter la casse pour les ouvriers. La défense confédérale fut parfaitement claire : nous avons signé des accords avec compensation jusqu'à 4 000 F, 5 000 F et nous serons obligés d'en signer d'autres. Alors, pas de barrières contraignantes! Le congrès ne l'entendit pas de cette oreille par 47,83 % pour, 44,18 % contre, 7,92 % d'abstentions.

4) Unité d'action privilégiée avec la CGT. Le syndicat Hacuitex des Vosges qui défendait cet amendement ne cacha pas ses désaccords avec tel ou tel aspect des positions de la CGT, la Pologne tout particulièrement. La politique de recentrage est pour lui tout autant un obstacle à l'unité. S'il est quelquefois possible à la base de faire l'unité avec d'autres organisations, c'est très rare et, confédéralement, les objectifs avoués du rôle du syndicalisme ne permettent pas d'alliance stratégique avec d'autres que la CGT. Notion catégoriquement refusée par la CFDT qui rejette toute alliance stratégique avec quiconque à l'heure où elle pense être hégémonique sur le mouvement ouvrier. L'amendement obtint 37,63 % pour, 55,02 % contre et 7,35 % d'abstentions.

Résolution mixité

Deux amendements principaux étaient soumis au vote du congrès. L'un sur la présence collective des femmes dans les instances « en liaison avec les commissions travailleuses ». Il obtint 16,91 % pour, 76,20 % contre et 7,76 % d'abstentions.

Le deuxième, des centres régionaux PTT, supprimait les quotas et exigeait « des droits qui permettent aux femmes d'être partie prenante de l'action syndicale ». Amendement repoussé par 34,52 % pour, 59,69 % contre. La résolution finale fut adoptée par 60,24 % pour, 32,29 % contre.

Il reste à savoir quelle va être l'attitude des militants dans les mois à venir. Se rallieront-ils à la gestion de l'austérité que leur propose la confédération ou suivront-ils la minorité dans la défense intransigeante des revendications des travailleurs? Car si tous n'étaient pas convaincus au congrès que c'est la ligne Delors qui est celle de la majorité, ils ne tarderont pas à s'en apercevoir. Maire, Chérèque et Kaspar, nouveau secrétaire confédéral à l'action revendicative, tablent sur le fédéralisme pour que la compensation jusqu'à deux fois le SMIC ne soit pas appliquée. Il s'agit d'une « indication » et non d'un mandat impératif, disent-ils (*le Monde*, 1/6/1982).

CITROËN

un acquis tangible : la confiance des travailleurs dans leur

La grande grève à Citroën est terminée. Incontestablement, et c'est le seul point d'accord que l'on peut trouver avec les dirigeants syndicaux, c'est un événement qui fera date dans le mouvement ouvrier. La grève à Citroën, le bastion de la plus noire réaction, l'une des toutes premières entreprises de France, c'est déjà en soi une grande fierté pour tous les travailleurs conscients de ce pays.

La première chose décisive que les travailleurs auront gagnée dans ce conflit, c'est la confiance dans leur force. Il faudra, bien sûr, organiser cette force, l'orienter correctement, mais la base de départ est bonne.

La solidarité qui s'est affirmée pendant ces cinq semaines, en particulier celle de l'aide pour les piquets pour casser l'arrogance de la CSL, est un bien précieux qu'il faudra faire fructifier ailleurs si l'occasion s'en présente.

Les dirigeants syndicaux ont donné leur accord sur la base du rapport Dupeyroux et organisé la reprise du travail dans les cinq établissements en grève.

Le potentiel de force constitué au travers de la grève est formidable, c'est dans l'entreprise qu'il peut apporter les meilleurs résultats aux travailleurs, au travers d'une mobilisation qui devra être de tous les instants pour faire pièce aux actions revanchardes de la direction.

C'est la principale et quasiment la seule conquête de ce conflit, dont le premier acte vient de se terminer mardi à 17 heures.

La possibilité « à titre expérimental pour un an » de choisir un interprète. L'affichage des cadences et des charges de travail par poste. Des entraves mises aux mutations interentreprises. Voilà pour ce qui est clair. Pour les salaires cela fera 10 % d'augmentation jusqu'à décembre avec la garantie du pouvoir

d'achat des bas salaires par rapport à Renault tel qu'il était revendiqué au début. Les fameux 400 francs sont échelonnés sur l'année.

La cinquième semaine n'est pas accolée aux congés d'été. Seuls les « reliquats » de cette cinquième semaine peuvent l'être ainsi que divers congés. Sur le reste, le rôle des « négocia-



ciations » dans l'entreprise est valorisé tant en ce qui concerne les promotions, qui sont un des éléments du salaire, qu'en ce qui concerne les conditions de vie et de travail, en particulier des immigrés.

Inutile de préciser, donc, que le rapport de forces sera l'élément décisif de tout cela.

Sur les libertés, le point décisif de la grève : rien. Une commission sans pouvoir qui pourra demander poliment à la direction si elle veut bien prendre en compte ceci ou cela. Dans le concret, cela ne changera rien

par rapport aux anciens recours auprès des prud'hommes que pratiquaient les syndicats. Il faut rappeler que l'enjeu de la grève, c'était d'abord de casser le système Citroën. D'obtenir la fin des méthodes fascistes de la direction. Dans ce cadre, le gouvernement n'a servi à rien aux travailleurs, il s'est révélé incapable ne serait-ce que de trouver une forme juridique qui permette de sanctionner le rapport de forces obtenu sur le terrain.

Il y a même pire. Dans toutes ces commissions, la CSL siège-

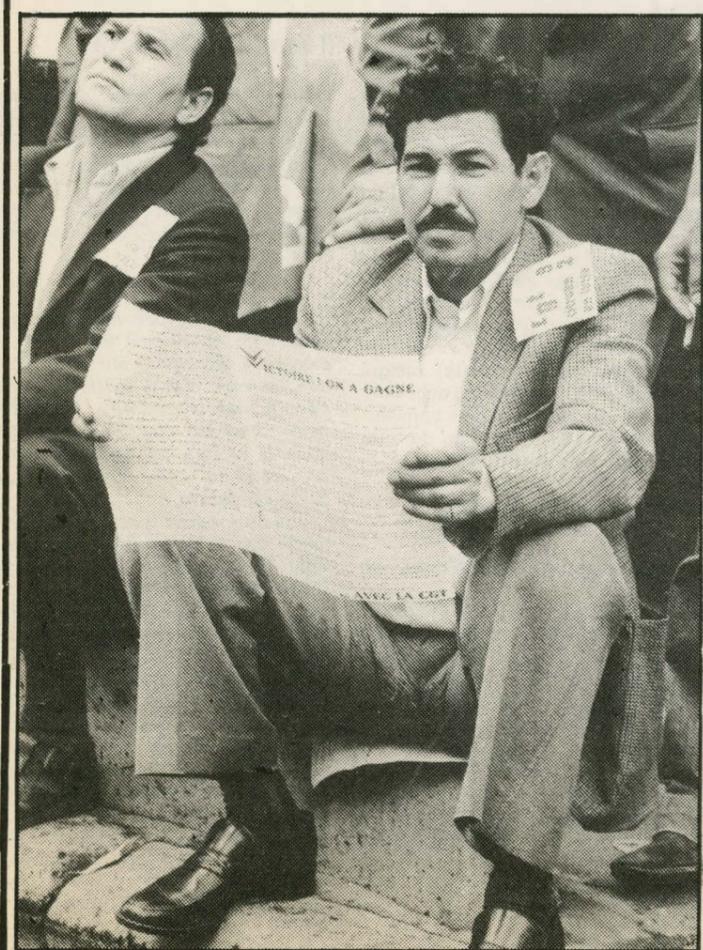
ra au même titre que la CGT ou la CFDT. Envolées les belles déclarations sur le refus de reconnaître la CSL !

Au total donc, le rapport du médiateur nommé par le gouvernement ne sert qu'à illustrer le fait décisif : les travailleurs de Citroën ont relevé la tête. Maintenant ils sont plus forts qu'ils ne l'étaient et la direction doit compter avec cette force. L'étape à venir sera celle de l'utilisation de cette force pour progresser vraiment dans l'obtention des revendications. La joie des travailleurs immigrés

de Citroën, c'est un point de départ qui se découvrira plus forts lorsqu'ils ne le pensaient pas.

L'organisation de l'entreprise est décisive !

La façon dont on agit pour la reprise montre bien que ce n'est pas si simple à faire croire à la CGT. Mais le



QUATRE JOURS POUR UNE REPRISE DU TRAVAIL

Jeudi après-midi, on réalise que quelque chose vient de se passer dans la grève. N'ayant rien entendu de bien différent des propositions rejetées la semaine passée, on s'attendait à ce que le rapport du médiateur serve de base à une poursuite des négociations. C'est donc avec une certaine surprise que les délégués seulement, et encore pas tous, reçoivent le document. Les permanents expliquent d'entrée que c'est bon, que c'est une grande victoire. Mais à Levallois on est prudent : « il faudra discuter pour savoir s'il faut reprendre le travail. »

Jedi : la perplexité

A 17 h 30, première réunion avec lecture du document. C'est la perplexité. Il faut dire que dans ce texte la langue française fait donner tous les feux de ses infinies nuances. Peu de questions de la salle. Seuls les délégués et quelques travailleurs font remarquer que, sur le boni, le texte semble enregistrer une perte de salaire qui peut être supérieure à l'augmentation proposée !

Le secrétaire de l'UD, qui arrive en retard, commence par dire qu'on ne peut rien changer dans le texte. Reprise des critiques par les

délégués, à la suite desquelles il finit par dire que la CGT ira revoir le médiateur pour avoir des précisions. A la sortie de la réunion, les discussions reprennent. Elles continueront le lendemain. Sur les libertés il y a peu de problèmes soulevés. On sent une certaine gêne. Même les fidèles du PCF notent que dans l'article de l'*Humanité*, le passage sur les libertés n'arrive qu'à la fin alors que c'était la question principale de la lutte. Le point positif acquis sur les interprètes ne fait pas le compte.

Tout le vendredi matin, l'ambiance est assez morose. L'AG prévue à 10 h 30 est reportée à l'après-midi, alors qu'à Aulnay la reprise du travail est déjà en train d'être votée.

Vendredi : le forcing des permanents

A 13 h 30, les délégués CGT se réunissent avec les permanents. La CFDT a déjà fait savoir de son côté que ses adhérents jugeaient l'accord insuffisant malgré les engagements des permanents de l'UPSM. Dans la réunion des délégués CGT, l'ambiance ne sera pas à la cordialité. Les critiques surgissent de tout un groupe de délégués qui veulent que la négociation continue

parce que le document est insuffisant compte tenu du rapport des forces, qu'il ne faut donc aucunement voter sur la reprise aujourd'hui. Ces critiques font mouche. C'est alors que les permanents, secrétaire d'UD en tête, se lancent dans le chantage. « Si vous n'acceptez pas la reprise du travail, fini le soutien de la CGT, fini l'aide aux piquets, fini l'aide des municipalités. » Ici, les délégués sont habitués à lutter contre la CSL, mais pas aux polémiques dures dans le mouvement ouvrier. Les indécis feront la faible majorité pour la reprise. Assemblée générale des travailleurs à 17 h 30.

Alors que les permanents s'étaient engagés à donner la parole aux minoritaires, à peine un délégué a-t-il pris la parole et dit « je crois qu'il faut prendre plus de temps pour discuter » que le micro est coupé.

Les permanents empêcheront les autres de parler ! Le représentant d'Aulnay reprend la parole pour insister très lourdement sur le fait que dans la « grande usine » la reprise est déjà votée. L'accord est mis aux voix. Seuls une vingtaine de bras se lèvent sur les 500 présents. Gros coup de colère des permanents que hante le spectre de Renault ! Après trois nouvelles interventions, le vote est de nouveau effectué. Cette fois, ça y est, une petite majorité se dessine.

Mais on ne compte pas sur les abstentions.

On reprend d'ordre de la grève gagnée n'est pas scandé. Déjà leurs sont certains sont particulièrement nombreux beaucoup de sentiment de victoire qui ont recommencé que ceux qui distribueront à l'extérieur Le tract annoncé déjà tiré distribué à la soirée à 16 h.

Mardi : manif

Mardi matin fait rentrer les travailleurs qu'un Nouvel énerver mais ils ne sont zaines devant. Au meeting fait venir des coup d'entrée. Peu à peu, l'ambiance s'est refaite par faudra être fort

Confiance à sa propre force



Le gouvernement fera-t-il cadeau de quelques centaines de millions de francs à la direction Citroën ?

« **I**l est maintenant évident que le gouvernement a "vivement encouragé" la direction de Citroën à la souplesse sur les conditions de la reprise proposées par le médiateur, en mettant des aides financières dans la balance. Citroën avait perdu en 1981 près de 550 millions de francs (...). Avec la grève le manque à gagner serait de 350 millions de francs environ : il représente la perte sur cinq semaines au prix de vente moyen (HT) de 40 000 francs. D'où l'aide de l'Etat qui prendra sans doute la forme d'aides à l'investissement et de facilités de crédit. » *Libération* (1^{er} juin 1982) fait état d'un « volet financier... très discret » de l'accord Citroën. Et cette information semble confirmée par

d'autres sources.

Ce « volet financier » éclaire le sens de l'intervention du gouvernement dans cette lutte. Au lieu de prendre parti pour les travailleurs et d'utiliser tous les moyens à sa disposition pour les aider face à la direction et aux nervis de la CSL, le gouvernement a, en somme, proposé un marché à la direction de Citroën : si vous lâchez sur quelques revendications, le gouvernement fera entrer dans vos caisses quelques centaines de millions, qu'il prendra dans la poche des contribuables...

On comprend que la direction de Citroën se déclare « satisfaite ». Mais les travailleurs, eux, n'ont certainement pas voté pour une telle politique le 10 mai.

entrés ensemble, bien décidés à faire face à la maîtrise et aux nervis de la CSL.

L'unité dans les ateliers autour des délégués, pour agir ensemble lorsque des difficultés pour un travailleur surgiront, voilà ce qui sera la garantie du succès. Les délégués sans mobilisation autour d'eux ne pourront rien. Eux ont déjà fait la démonstration de leur détermination. Mais c'est la mobilisation de masse qui a créé la nouvelle situation. Le maintien de cette mobilisation peut seul

faire changer durablement les choses chez Citroën.

Le rapport Dupeyroux n'a donc servi que de prétexte à la clôture du premier acte chez Citroën : compte tenu du rapport des forces il retarde sur ce qu'étaient en droit d'attendre les travailleurs dans la nouvelle situation politique. Cela, leurs revendications à tous les niveaux et la fin de la terreur chez Citroën, se joue dans le deuxième acte qui a débuté avec la reprise du travail.

F. C.

TRAVAIL A CITROEN - LEVALLOIS

les contre

les mots s le « on a timidement des travail- bourse et oins amers, gués. Chez immense contrôler, ans l'entre- travail et qui ain, alors aiment res-

la reprise, n, est AG annon- ise le lundi

se en

tion a déjà t quelques n en main. grévistes, quelques di-

, la CGT a ns de beau

s militants ns l'usine il . Discours

de responsables CGT d'un rang inférieur à ceux d'Aulnay. De la CFDT aussi. Mais pour elle, ce sont uniquement des militants de l'entreprise qui parlent. Elle dit clairement sa position de section d'entreprise : il fallait mieux discuter la proposition, se donner plus de temps et améliorer nombre de points. Néanmoins, étant largement minoritaire, elle se pliera à la discipline de la majorité des travailleurs. Des difficultés de sonorisation apparaîtront pendant son intervention...

La manifestation s'ébranle derrière la sono de Renault Billancourt pour aller vers l'entrée de l'entreprise où doit s'opérer la reprise du travail pour l'équipe d'après-midi. La sono s'époumone à hurler « on a gagné ». Mais par deux fois, le responsable de Renault fait arrêter la manif pour faire crier plus fort.

Devant la porte, surprise. Cette direction « foutue », comme le clame un responsable de Billancourt, a installé 150 nervis devant la porte et prétend faire rentrer les grévistes entre deux rangs de ces messieurs ! Une image en raccourci de ce que va être l'attitude de cette direction.

C'est devant cette énième provocation que l'ambiance montera vraiment. Là c'est la haine de ces bandes, de ces méthodes fascistes, qui fait hurler les 1 500

travailleurs de Citroën qui sont là pour la reprise.

Il faudra plus d'une demi-heure de discussion pour que la direction accepte de faire reculer ses nervis plus loin dans l'entreprise. Puis une nouvelle discussion, car elle refuse que le cordon de CRS soit levé si les travailleurs rentrent avec les drapeaux CGT.

Finalement elle acceptera les drapeaux et, sur le chemin du retour pour l'équipe du matin, plusieurs flottent aux fenêtres de l'entreprise.

Les conversations dans cet ultime rassemblement indiquent parfaitement le chemin qui reste à faire. Rester unis, riposter à la moindre provocation en masse. Dans les rangs de la manif, on dit : « Il faut être unis avec nos délégués ; » à la sono, on dit : « Il faut se syndiquer et aller voir le délégué CGT s'il y a des problèmes. » Le réalisme et la détermination des travailleurs, absolument indéniables, rehausseront la tenue de cette reprise du travail organisée par ceux pour qui la lutte se réduit à la mise en place d'un appareil et au nombre de cartes placées.

La lutte pour la dignité et le respect des travailleurs chez Citroën ne fait que commencer. Grâce à la détermination des travailleurs, la partie peut être gagnée !

F. C.

POUR LA NATIONALISATION LAIQUE : UNE FORCE MONTANTE !

AYANT achevé son premier tour de « concertation »... préparatoire aux véritables « négociations », Alain Savary devrait déposer prochainement ses propositions relatives au secteur privé. En repoussant les échéances, le Ministère recherche un impossible compromis : la hiérarchie catholique ne veut négocier sur rien, ni son droit de nommer les chefs d'établissements, ni les droits de ceux-ci de choisir leurs enseignants, ni le « caractère propre » des écoles privées ; elle l'a dit et répété, on est donc prévenu ! Que reste-t-il donc à négocier ?

Les travailleurs rassemblés le 9 mai au Bourget l'ont exprimé à leur façon : en « jouant la montre », le gouvernement donne du temps à la droite pour s'organiser ; il laisse perdurer le détournement de fonds publics auquel le prochain budget, élaboré en ce moment, devrait pourtant mettre un terme ; enfin, sans contenter la droite pour autant, le gouvernement décourage les partisans du changement.

Le temps perdu par Savary est gagné par la droite. Une loi de nationalisation laïque peut être adoptée dès cette session : à une échéance fixée par l'Assemblée nationale, les établissements privés qui refuseraient l'intégration sans caractère propre au service public, ne toucheraient plus de fonds publics.

Cela est-il si difficile à promulguer ? C'est pourtant la seule voie conforme au vote du 10 mai. Un an déjà, et les lois antilaïques sont toujours là...

L'autre voie ne sera pas celle du « compromis raisonnable », ce ne peut être que la voie de la



Le rassemblement du Bourget le 9/05/1982 pour l'école laïque

capitulation pure et simple.

Il faut donc, forts de la participation massive au rassemblement du 9 mai, étendre la mobilisation pour que tous les fonds publics aillent aux écoles publiques, pour la nationalisation laïque du secteur privé.

Opposée à la politique des compromis du gouvernement, une force monte : celle des « acteurs du changement », à l'image de cet instituteur de Castres dont *la Dépêche du Midi* rapporte les propos au cours d'une réunion laïque unitaire : « *Que faisons-nous là ? Ne sommes-nous pas les*

plus forts depuis le 10 mai ? Alors une question : pourquoi cela ne va-t-il pas plus vite ? »

Cette réunion organisée par le CLAL de Castres le 26 mars et soutenue par le PC, le PS, la LCR, la CGT, la CFDT et FO a rassemblé près de 200 personnes : un succès sur la ville.

Partout où l'unité se réalise, la mobilisation est forte. A Mayenne, c'est un CLAL actif, réunissant jusqu'à 40 personnes, qui s'est constitué sur la ville ; son travail a permis d'assurer une participation importante au 9 mai, à la différence d'autres communes du département où l'action unitaire n'avait pas été menée.

Comme cela a été fait à Nantes et à Lille, des appels d'enseignants du public et du privé, circulent à Montpellier et à Marseille ; c'est une façon militante et unitaire de concrétiser l'appel lancé récemment par le SNI-PEGC aux personnels des établissements de l'enseignement privé : « *Dans l'enseignement public, vous enseignerez dans une école dont les directeurs seront vos collègues, où l'équipe éducative vous assurera la liberté pédagogique et n'aura aucune influence sur la stabilité de votre emploi* », déclare le SNI.

Au moment où Savary élabore ses premières conclusions, et à l'approche d'une rentrée où le budget sera au centre des préoccupations dans les écoles, l'initiative du collectif d'enseignants du public et du privé de Nantes peut être l'occasion de faire entendre la voix de forces qui s'organisent pour une loi de nationalisation laïque ; « *dès la prochaine session* », criait-on le 9 mai.

Nicolas Jeanson

APPEL

Le 9 mai 1982, 300 000 personnes se rassemblaient au Bourget, à l'appel du **Comité national d'action laïque**.

Cette manifestation, par son ampleur, signalait, de façon spectaculaire, une **urgence** :

— l'urgence de prendre des mesures décidées pour en finir avec le dualisme scolaire, les lois antilaïques, les écoles parallèles du patronat et de la hiérarchie catholique.

— l'urgence de la **nationalisation laïque de l'enseignement privé**.

Dans ces derniers mois, se sont constitués, dans plusieurs villes de France, des collectifs regroupant côte à côte des enseignants du public et du privé, décidés à se battre ensemble pour la nationalisation de l'enseignement privé.

Notre mobilisation à tous est en effet aujourd'hui indispensable.

C'est pourquoi le **collectif d'enseignants du privé et du public de Loire-atlantique** appelle à la tenue d'une **rencontre nationale de ces collectifs unitaires** et de tous ceux qui veulent travailler à cet objectif commun.

Une telle coordination permettra d'envisager des initiatives nationales réunissant personnels du public et du privé, pour la nationalisation rapide de l'enseignement patronal et confessionnel.

Cette rencontre nationale aura lieu

les samedi 19 juin (20 heures)

et dimanche 20 juin, à Paris.

(AGECA, 177 rue de Charonne, Paris 11^e)

● Le collectif enseignant privé/public de Loire-atlantique.

● L'adresse du collectif de Loire-atlantique :

Guy Herbreteau La Bordelière

Maisdon sur Sèvre.

44690 La Haye Fouassière.

La conférence de presse de la coordination CGT pour Solidarnosc

« Invitez Solidarnosc et Walesa au 41^e Congrès »

UNE conférence de presse, le 2 juin, a été organisée par la coordination CGT pour Solidarnosc, à la Bourse du travail de Paris. Les syndicats de l'ONIC, de l'INSEE, du ministère de l'Industrie et le syndicat des correcteurs organisaient cette conférence. Invité, le collectif Solidarnosc en France envoyait un de ses porte parole, Kowalewski.

Pour les participants, il s'agissait de rafraîchir la mémoire du bureau confédéral à quelques jours de l'ouverture du 41^e Congrès. En effet, en octobre 1981, Solidarnosc et Lech Walesa, avaient reçu par Georges Ségué une invitation à être présents au 41^e Congrès. Depuis, beaucoup de syndicats, et le collectif Solidarnosc en France, ont demandé au bureau confédéral de renouveler cette invitation, après le coup d'Etat du 13 décembre. Ces demandes, ces lettres sont restées sans réponse.

Au nom de la coordination CGT, Jacques Toublet demandait une nouvelle fois que la CGT revienne sur son orientation, et que Walesa soit invité. Il demandait que cette invitation soit transmise aux autorités militaires. Annie Schemla, du syndicat du ministère de l'Industrie, expliquait la méthode de parrainage de militants emprisonnés, utilisées par son syndicat. Au nom de la coordination, elle remettait un chèque de 40 000 F à Kowalewski.

Xavier Rousselin, de l'ONIC, rappelait que depuis le 13 décembre, date du coup d'Etat, à plusieurs reprises, la direction confédérale faisait la sourde oreille aux demandes de renouvellement de l'invitation à Solidarnosc et à Walesa. Au congrès de l'UD de Paris, J.-C. Laroze et Gérard Alezard, secrétaires confédéraux, n'avaient pas daigné répondre aux délégués demandant la confirmation de l'invitation de Solidarnosc. Le représentant de l'ONIC indiqua que les délégués présents au 41^e Congrès ne manqueraient pas d'intervenir sur ce sujet « tout en rejetant tout type de démarche publicitaire et spectaculaire », qui risquerait de faire le jeu d'une direction qui en prendrait prétexte pour ne pas répondre. Il conclua enfin en notant que l'engagement public d'inviter Solidarnosc et Walesa devait être tenu, ce qui ne pose aucun problème insurmontable en raison de la présence de l'antenne de Solidarnosc en France.



KOWALEWSKI « NE PAS INVITER SOLIDARNOSC C'EST SOUTENIR LA DICTATURE »

AU nom de Solidarnosc en France, S. Kowalewski décrit la situation en Pologne. La répression s'accroît. En Basse-Silésie, Solidarnosc a dénombré 1 800 emprisonnés, ce qui dépasse largement le chiffre officiel. Pour lui, le nombre d'emprisonnés est largement supérieur au chiffre avancé par les militaires du POUP. Cette répression policière s'accompagne, décrit-il, d'une répression économique nouvelle et redoutable. Le

POUP, par ses militaires, envisage de fermer des entreprises au taux de productivité trop bas. Il s'agirait des entreprises aux ouvriers les plus combattifs. Ainsi, la junte militaire créerait un million de chômeurs, comme nouvel outil de répression.

Dans ce contexte, Kowalewski décrit une radicalisation croissante, peut-être la plus forte jamais atteinte en Pologne. Comme il n'y a, ni avec l'Eglise, ni avec l'Etat, de négociations en vue, les dirigeants de Solidarnosc, sous pression de la base ouvrière, selon Kowalewski, préparent les conditions d'une grève générale. Il s'agirait de dépasser le stade de la résistance passive pour préparer la défense active des entreprises dont les travailleurs sont prêts à passer à l'offensive.

Pour Kowalewski, les appels de Jacek Kuron, de son camp d'internement, sont accueillis de plus en plus favorablement. Il s'agit de préparer un affrontement avec la dictature militaire, en recourant à la violence s'il le faut. Un travail s'effectue en ce sens en direction de l'armée et de la milice pour qu'une partie d'entre elles se rallie à l'offensive ouvrière.

Le 41^e Congrès devait être, pour Solidarnosc, l'occasion de dire aux délégués combien Solidarnosc était vivante et active. « Personne ne peut avoir de doutes sur le fait que Solidarnosc continue d'exister, comme la principale organisation ouvrière de Pologne, malgré la clandestinité. Son existence est un fait objectif », précisait Kowalewski. Pour lui, la direction de la CGT doit répondre à la lettre qu'elle a reçue en janvier 1982. Elle doit renouveler son invitation à Walesa et à Solidarnosc. Le comité Solidarnosc en France a toujours été d'accord pour avoir des discussions avec la CGT et se déclare prêt à éclairer la direction de la CGT sur la réalité de la situation en Pologne.

En conclusion, Kowalewski expliqua que si cette invitation n'était pas renouvelée, il faudrait en conclure que la direction de la CGT soutient la dictature militaire au pouvoir depuis le 13 décembre. Dans ce cas, le comité Solidarnosc en France demanderait à la presse la publication d'une lettre ouverte aux délégués du 41^e Congrès et de la lettre de janvier restée sans réponse. Kowalewski, dans cet esprit, se déclare prêt à répondre aux questions des délégués au 41^e Congrès.

Le prochain congrès ne représentera pas la CGT réelle

Le soutien à Solidarnosc a été un critère d'élimination des syndicats qui avaient droit à avoir un délégué au 41^e Congrès. Ainsi le représentant de l'ONIC faisait état de quelques exemples d'élimination de syndicats pour « fait polonais ».

Il s'agit du syndicat Quartz et Silice de Nemours, présent au 40^e Congrès, qui cette fois n'a pas le droit à un délégué. Même traitement pour le syndicat CFR La Mède dans les Bouches du Rhône. Egalement présent au 40^e Congrès, il n'est pas cette fois représenté. Quant au syndicat du ministère de l'Industrie, on lui a signifié que sa présence à Lille sur-représenterait

son courant favorable à Solidarnosc.

Le partage des mandats sur la Pologne va, en outre, minoriser totalement le nombre d'adhérents favorables à Solidarnosc. Le représentant du syndicat des correcteurs en donna quelques exemples, tirés du congrès national de l'Union générale des fédérations de fonctionnaires. Ainsi, le Syndicat national des enseignants du technique et du privé représentait 20 000 voix. Nombreux sont ses adhérents qui ont signé la pétition de la coordination. Peut-être plusieurs milliers.

Or, au congrès de l'UGFF, les voix ont été ainsi réparties en pour

et contre la position officielle : 19 983 voix pour et 17 voix contre ! Le syndicat de la centrale des Finances était partagé par moitié sur la Pologne. 100 % des voix ont été versées pour la position confédérale. L'UGFF 75 avait voté à 1 500 voix contre la position officielle, 500 abstentions et 4 000 voix pour.

Au congrès de l'UGFF nationale, 8 000 voix ont été versées pour la position confédérale. Ces malversations ont une conséquence : le choix des délégués et la comptabilité des votes au 41^e Congrès ne représenteront pas la CGT, mais une fraction d'entre elle...

ANTOINETTE EN JUIN

Fin de l'îlot féministe de la CGT

SIMONE AUBERT et Chantal Rogerat ont reçu le 1^{er} juin leurs lettres de licenciement pour faute professionnelle grave. Ainsi la direction confédérale fait comme la Royal Navy pour Port Stanley : l'écrasement sans condition. La semaine dernière, lors de leur conférence de presse, les rédactrices avaient indiqué que leur courrier était soustrait avant son arrivée. Elles avaient fait état du conflit professionnel qui les oppose à la direction de la CGT. Depuis, les licenciements sont tombés.

Au delà du conflit professionnel, un comité de soutien, d'adhérents de la CGT, présentait dans la même conférence de presse ses objectifs de combat. Il s'agit pour ce comité non seu-

lement de défendre l'équipe en lutte, mais de se porter garant des acquis féministes votés par la commission exécutive nationale de novembre 1977, par le 40^e Congrès et par la conférence nationale des femmes CGT en 1977. Pour le comité, il faut également défendre le type de journal qu'est *Antoinette* : ouvert, reflétant l'activité réelle des syndicats, au courrier des lecteurs vivant, informant vraiment.

Cette « passion d'émancipation des femmes », qui soufflait dans ce mensuel est en train d'être liquidée.

La confédération, par H. Krasucki, Eliane Bressol et J. Léonard tenait pour ce faire une conférence de presse le 1^{er} juin, au moment où les lettres de licenciement parvenaient à leurs destinataires.

Là, les nouvelles promues à la place des féministes d'*Antoinette* montrèrent combien le numéro de juin était CGT, féminin et dans la ligne. Elles enjoignirent les journalistes à noter le niveau des commandes, qui sera un record.

Antoinette, survivant témoignage de l'esprit démocratique qui a soufflé au 40^e Congrès, avait la peau dure. Mais le bureau confédéral a mené une véritable campagne dans la CGT contre l'« équipe de rédaction » en place, contre les acquis féministes.

Avant le 41^e Congrès, un nouveau titre confédéral est né : il s'appelle *Antoinette*, mais la ressemblance s'arrête là. Le contenu du numéro de juin, made in *la Vie ouvrière*, est un ersatz. Les féministes de la CGT ne s'en contenteront pas longtemps.

SOMMET IMPERIALISTE DE VERSAILLES



11

L'ENJEU : LA COHESION DU CAMP IMPERIALISTE

SEPT chefs d'Etat et de gouvernement, ceux des pays capitalistes les plus importants (Etats-Unis, France, Japon, Italie, Grande-Bretagne, RFA et Canada) se réunissent à Versailles les 4, 5 et 6 juin. Une réunion comme il s'en déroule chaque année, depuis sept ans. Mais cette fois, ce sommet a pour toile de fond deux éléments majeurs : l'entrée dans une nouvelle phase de dépression et le développement d'une nouvelle stratégie de la part de l'impérialisme américain.

Aucun organisme international ne nie l'existence d'une récession généralisée de l'économie capitaliste. Celle-ci se traduit par une nette chute de l'emploi et de la production industrielle. Il y a un an, au sommet d'Ottawa, on comptait 25 millions de chômeurs dans la zone de l'OCDE (1). On en compte à présent plus de 30 millions. L'an passé, le taux de croissance pour la même zone était de 1,25 %. Il sera probablement nul en 1982.

Récession généralisée

Quant au commerce international, il a, pour la première fois depuis 1958, diminué de 1 % en valeur en 1981. En volume il a stagné après n'avoir progressé que de 1 % en 1980.

Dans son rapport-annuel, le GATT (2) reconnaît que « le commerce mondial a nettement faibli au dernier trimestre 1981, accès de faiblesse qui paraît avoir persisté au premier trimestre 1982 ».

Seul le Japon a été relativement épargné par la récession. Mais c'est uniquement grâce à une politique d'exploitation intensive de la force de travail (précarité de l'emploi, durée très élevée du temps de travail...) et au maintien d'un haut niveau d'exportations. Encore faut-il préciser qu'aujourd'hui, l'empire du Soleil levant voit sa production automobile s'essouffler et ses exportations baisser.

La plupart des pays capitalistes ont impulsé une politique strictement « déflationniste » qui se concrétise pour une priorité à la lutte contre l'inflation fût-ce au prix d'un chômage colossal. Dans son dernier rapport, le Fonds monétaire international (FMI), où, rappelons-le, les intérêts américains sont prédominants) continue de préconiser la « nécessité de réduire l'inflation intérieure » notamment « en limitant les déficits des secteurs publics et l'expansion des liquidités ». Sans avoir réussi à juguler l'inflation, cette orientation n'a fait qu'accroître la récession. Elle entraîne en particulier un endettement massif de certaines grosses firmes et une multiplication des cessations de paiement. Ainsi aux USA, International Harvester (machinisme agricole) n'a pu faire face au remboursement de 3,4 milliards d'emprunts venus à échéance. Et une bonne dizaine de sociétés industrielles et commerciales américaines sont dans une situation similaire (3).

Un contexte aussi grave ne pousse pas seulement à l'harmonisation des stratégies anti-crise. Il a aussi



Le sommet d'Ottawa en juillet 1981 pour conséquence une exacerbation des contradictions entre puissances.

Contradictions croissantes

Depuis quelques années, et tout particulièrement depuis l'accession de Ronald Reagan aux affaires, les autorités américaines mettent en place une orientation visant à permettre aux métropoles occidentales de sortir de leur crise et de surmonter leur déclin. Mais elles entendent que cela se fasse aux conditions du capital d'outre-Atlantique. Elles ont engagé toutes leurs forces dans une action de renforcement de la puissance de l'impérialisme dominant sur les plans militaire, industriel et financier. Si le prix à payer en est particulièrement lourd pour les travailleurs américains (voir page 12) les implications ne sont pas moindres pour les économies concurrentes. On peut recenser trois sujets de conflit.

● En pratiquant des taux d'intérêts élevés et en se refusant à intervenir sur le marché des changes pour limiter les fluctuations du dollar, l'administration Reagan cherche à faire monter la valeur de sa monnaie afin d'attirer les capitaux étrangers et de favoriser le rapatriement des capitaux américains investis à l'étranger. Elle peut de cette façon financer une partie de son déficit budgétaire qui, du fait du surarmement, avoisinera cette année les 100 milliards de dollars. Les investissements dans les pays européens s'en ressentent gravement. Pour ne prendre que cet exemple, la RFA a vu le solde du poste « revenus du capital » de sa balance des paiements passer de + 2,2 milliards de marks en 1980 à - 3,1 milliards l'an dernier.

On retrouve des conséquences analogues en ce qui concerne les prix du pétrole et des matières premières. Ceux-ci étant fixés en dollar,

les USA profitent de la baisse actuelle de ces prix, ce qui n'est pas le cas des autres pays qui, du fait de la hausse du cours de la devise américaine, voient leurs importations de ces produits augmenter.

Le tiers monde saigné à blanc.

● La politique monétaire des Etats-Unis et la crise engendrent également de graves difficultés pour les pays dominés. La hausse des prix du pétrole pour les pays non exportateurs et la diminution des débouchés pour les pays pétroliers conduisent à des déficits gigantesques de leurs balances des paiements et à un endettement vertigineux. Le chiffre global de la dette extérieure de ces Etats atteindra 500 milliards de dollars à la fin de 1982.

Pour la Maison-Blanche pourtant, il n'est pas question de relancer l'aide au « développement ». Ce serait contradictoire avec sa politique d'argent cher dont un des buts est précisément de saigner à blanc les pays semi-coloniaux pour restaurer sa suprématie. Cette attitude lèse gravement les intérêts des bourgeoisies européennes. Pour faire face à leurs difficultés, les pays du Sud ont en effet tendance à revoir en baisse leurs objectifs de développement, ce qui limite d'autant les marchés potentiels. Or la Communauté européenne réalise au total 40 % de ses exportations vers le tiers monde.

● L'administration Reagan a entrepris de revenir à une confrontation sur tous les terrains avec les pays de l'Est. Elle vise par là à contraindre Moscou à faire des concessions dans diverses parties du monde (sur les armements stratégiques ou la limitation de l'aide aux mouvements populaires d'Amérique centrale en particulier). Cette action prend

d'abord la forme d'une modernisation du potentiel militaire et nucléaire des pays membres de l'Alliance atlantique. Mais il s'agit également d'imposer une réduction draconienne des transactions commerciales en direction de l'Est européen. L'objectif est clair : profiter des graves problèmes économiques des régimes bureaucratiques et les accentuer pour pouvoir se présenter en position de force lors de futures négociations entre les blocs. Les capitales européennes qui ont accepté le réarmement rechignent à s'engager dans cette dernière voie qui les pénalisera au premier chef car les exportations américaines vers le COMECON ne représentent que 2,6 % du total des exportations de l'OCDE vers cette zone.

Les objectifs de Mitterrand

Organisateur du sommet, le gouvernement français entend, à Versailles, se faire le porte-parole des gouvernements européens face à l'impérialisme dominant. Dans le rapport introductif qu'il présentera, François Mitterrand défendra l'idée d'une relance économique, d'une baisse des taux d'intérêt et d'une « solidarité entre pays industrialisés et ceux du Sud », mesures vitales, on l'a vu pour la CEE. Dans l'hebdomadaire socialiste *l'Unité*, Antoine Violet résumait le 28 mai la position de Paris : « Sans stratégie de développement à long terme, sans une meilleure cohérence entre les politiques économiques et militaires, les pays occidentaux verront non seulement croître leurs contradictions, mais peu à peu, s'enfermer dans un chacun pour soi regrettable. »

L'affaire est entendue. Il n'est pas question d'assumer le moindre affrontement avec les Etats-Unis. Tout

au plus le chef de l'Etat plaidera t-il en faveur des besoins bien compris de la quatrième puissance capitaliste et d'une politique permettant au camp impérialiste de résorber des déséquilibres qui, à terme, peuvent devenir explosifs. Il ne s'agit pas de désaccords fondamentaux mais d'appréciations tactiques différentes. « Il convient d'aboutir par consensus à ce qu'un Etat ne pratique pas une politique nuisible aux autres », insistait, pour bien se faire comprendre, A. Violet.

On ne pouvait attendre de Mitterrand qu'il remette en cause les règles de la domination internationale du capital et une division du travail qui est la source du pillage des pays dominés (voir page 13). Comment le pourrait-il quand, au plan intérieur, il ne cesse de donner des gages à la classe dominante et qu'en Afrique — traditionnelle chasse gardée de la France — se perpétue une orientation néo-coloniale (voir page 14). Mais on ne peut qu'être frappé par l'impuissance que révèle son attitude. Celle-ci repose purement et simplement sur un appel à la bonne volonté de la Maison-Blanche. A aucun moment les autorités françaises n'entendent s'en prendre frontalement à une politique qui est pourtant à la base de la montée du chômage dans les métropoles et de l'appauvrissement du tiers monde. Quel poids peuvent dès lors avoir les appels au « consensus » ?

Le résultat est d'ores et déjà connu. Répondant par avance au président français, Donald Regan, le secrétaire américain au Trésor, déclarait le 10 mai devant le conseil ministériel de l'OCDE : « Sacrifier des politiques à long terme pour essayer de soutenir l'emploi interne à court terme n'a finalement conduit l'emploi qu'à plus d'inflation et à plus de chômage. » Et il était encore plus clair dans une interview au *Los Angeles Times* : « Nous souhaitons obtenir au sommet de Versailles la convergence de nos économies avec plus de stabilité et moins d'inflation. Si nous y arrivons, nous stabiliserons les taux d'intérêts. »

Au fond, la position française ne fait qu'illustrer la situation des impérialismes les moins forts. Reagan veut aujourd'hui réorganiser à son profit l'alliance des métropoles occidentales. Quelles que soient leurs divergences avec l'impérialisme dominant, dans le contexte de crise actuelle du système, les bourgeoisies européennes et japonaise n'ont guère les moyens de s'opposer à lui. Elles doivent donc défendre leurs intérêts particuliers dans le cadre d'une alliance conflictuelle. Il y a fort à parier que les Etats-Unis dicteront une fois de plus leur loi, comme ils l'avaient fait en juillet 1981 à Ottawa.

Christian Picquet

1) Organisation de coopération et de développement économique qui réunit 24 pays capitalistes.

2) General Agreement on Tariffs and Trades : organisme international de gestion des accords en matière commerciale.

3) Pour l'analyse plus approfondie de la récession, on se rapportera avec intérêt à l'article d'E. Mandel dans le n° spécial économique d'Inprecor du 23 avril 1982.



SOMMET IMPERIALISTE DE VERSAILLES

L'offensive du capital américain pour sortir de sa crise

- A Versailles, Reagan veut obtenir l'adhésion de ses alliés à sa politique économique; il y va de la réussite de son projet.

NOUS devons retrouver un élan géopolitique, rassembler et utiliser nos ressources dans la tradition d'une grande puissance (...). Nous ne pouvons nous permettre d'hésiter et de tergiverser. Ou nous agissons comme une grande puissance, ou nous serons réduits au rôle de puissance mineure. » De cette façon prémonitoire, l'ancien président Richard Nixon décrivait, dans son ouvrage *la Vraie Guerre*, paru en 1980, les objectifs actuels de l'administration américaine.

Confronté au développement des luttes révolutionnaires, et à la vive concurrence des autres bourgeoisies, ayant vu, de ce fait, sa part des marchés internationaux décliner, alors que s'approfondit la récession, l'impérialisme américain se trouve aujourd'hui à la pointe de l'offensive du capital pour sortir de la crise. C'est la venue au pouvoir de Ronald Reagan en janvier 1981 qui a systématiquement un nouveau cours pour restaurer une hégémonie contestée. Celui-ci se concentre sur au moins trois terrains.

1) Restaurer le taux de profit par une politique d'austérité

Face aux difficultés économiques, l'argumentation du chef de l'exécutif repose sur une affirmation : il ne faut pas rechercher la cause de la crise dans le capitalisme lui-même mais dans ce qui altère ses mécanismes. Cela implique d'en revenir aux règles d'un strict libéralisme, de réduire la



Un des objectifs de Reagan : briser le mouvement ouvrier. Il est encore loin d'avoir réussi. Ici, une manifestation ouvrière à Indianapolis.

politique sociale de l'Etat et de favoriser l'« offre » (la production). Ce qui revient évidemment à faire payer les pauvres pour donner aux riches l'argent nécessaire au développement de leurs investissements.

En fait cette orientation est d'abord destinée à permettre au patronat de relancer ses profits. Les premières applications en ont été les coupes claires dans les budgets sociaux et la réduction des charges fiscales pour le « big business ». Mais ces mesures ne constituent que l'aspect le plus spectaculaire d'une attaque systématique contre les acquis ouvriers.

- Le gouvernement fédéral et le patronat se sont engagés dans une politique non avouée de réduction des salaires, en se livrant le plus souvent à un chantage au démantèlement des entreprises. On en a vu récemment les effets dans l'automobile.

- La diminution des coûts de production passant par la surexploitation de la force de travail, la classe dominante pousse également à une augmentation de la durée du travail. Le *Wall Street Journal* relatait le 16 octobre 1981 le cas d'une usine de semi-conducteurs qui avait demandé à ses salariés de travailler 50 heu-

res par semaine sans augmentation des rémunérations.

- Une telle politique passe également par la liquidation des réglementations qui gênent la liberté d'action du capital. Le secrétaire au Travail vient par exemple de lever l'interdiction du travail à domicile dans le textile. Or cette loi avait été instaurée voilà plus de 40 ans pour combattre la violation des normes sur les salaires et l'emploi abusif des enfants.

- On pourrait aussi parler du développement du travail précaire qui permet au patronat de disposer d'une main-d'œuvre sans couverture sociale ni garantie d'emploi. On estime que cinq millions d'Américains travaillent actuellement « au noir », et que ce phénomène s'accroîtra de 40 % environ chaque année.

Les difficultés des couches populaires s'en trouvent accentuées. Selon les chiffres officiels, le nombre des sans-travail est de 9,5 millions. Parmi eux 22 % de jeunes, 17,3 % de la population noire et plus de 20 % des Chicanos (population d'origine hispanique). L'an dernier, 29,3 millions de personnes étaient considérées comme pauvres, c'est-à-dire disposaient d'un revenu annuel inférieur à 50 000 francs français.

2) Relancer les bénéfices par la courses aux armements

Traditionnellement, dans un contexte de crise, le capital cherche des

débouchés de substitution. Les marchés du tiers monde tendant à se réduire, c'est vers la production d'armements que se tournent les milieux d'affaires. Une telle démarche a déjà fait ses preuves à maintes reprises. Le cas le plus récent est la guerre du Vietnam. L'accroissement important des dépenses militaires a permis au PNB d'augmenter de 6,3 % en 1966 et de 6,6 % en 1967.

Le budget militaire des Etats-Unis atteint donc des sommets inégalés depuis la dernière guerre mondiale. Pour 1983, il représentera 178 milliards de dollars. Avec le programme de Reagan, les USA sont en passe de dépenser plus pour la guerre que lors du conflit vietnamien au cours duquel ils avaient dépensé, en monnaie constante, 84,7 % de plus que pendant la Première Guerre mondiale et 56,8 % de plus que pendant la guerre de Corée.

3) Restaurer les capacités d'intervention militaire

La tentative de relancer les profits capitalistes est indissociable de la capacité du plus fort impérialisme à affirmer sa puissance militaire. « *Les Etats-Unis et leurs alliés d'Europe et du Japon* », écrit très clairement Richard Nixon, dans *la Vraie Guerre*, « doivent être prêts et consentir à prendre des mesures qui s'imposent pour protéger leurs intérêts, y compris une forte présence militaire et même une intervention armée ».

En conséquence, on voit à présent la Maison-Blanche multiplier les crédits aux forces spécialisées dans la contre-guérilla (on les a vues à l'œuvre au Salvador), renforcer le rôle des services secrets, doter la marine de 150 bâtiments supplémentaires, lancer la production d'armes nucléaires nouvelles... Dans le même temps, elle s'efforce de donner une nouvelle cohésion à l'Alliance atlantique et de parvenir à une coordination plus poussée de l'ensemble du dispositif impérialiste.

Reagan est loin d'avoir gagné son pari. Au plan économique, les indicateurs économiques ne cessent de fléchir depuis un an. En janvier dernier, la production industrielle a baissé de 3 % et les bénéfices des entreprises de 6 %. En conséquence du surarmement, le déficit budgétaire se chiffrera cette année à 100 milliards de dollars et ne cessera de s'approfondir jusqu'au terme du mandat présidentiel.

Dans ces conditions, la bourgeoisie américaine a plus que jamais besoin d'obtenir un alignement de ses alliés sur sa politique économique et militaire. Cela lui permettrait tout d'abord d'exporter plus facilement ses difficultés à l'intérieur de ses frontières. Mais c'est aussi la condition indispensable pour infliger une série de défaites au mouvement ouvrier des Etats-Unis et des autres métropoles. Un échec sur ce point rendrait aléatoire l'issue à la crise que cherchent les classes dirigeantes.

C. P.

Christian Picquet

LE 10 JUIN A BONN: le sommet des brigands atlantiques

Si Versailles occupe actuellement la « une » des grands journaux, la réunion le 10 juin à Bonn des quinze pays membres de l'OTAN n'en est pas moins décisive. Car elle doit décider de l'organisation de tout le dispositif militaire impérialiste. Ce sommet est si important que François Mitterrand et Pierre Mauroy s'y rendront en personne. C'est la première fois, depuis que de Gaulle décida de se retirer de l'organisation intégrée, que des dirigeants français manifestent aussi spectaculairement leur solidarité avec cet organisme.

Le camp impérialiste connaît une grave crise : perte de prestige, déclin économique et industriel, incapacité de faire respecter ses possessions dans le monde... Le conflit des Malouines est à cet égard révélateur. Mais il est aussi révélateur de la volonté des métropoles occidentales de sur-

monter leur crise de direction en démontrant leur aptitude à réagir par tous les moyens, y compris la guerre, à toute tentative de modifier à leur détriment les rapports de forces internationaux. Déjà, en intervenant quasi ouvertement en Amérique centrale, les Etats-Unis avaient fait, face aux guérillas du Salvador et du Guatemala, la même démonstration.

Sous la houlette de l'administration Reagan, l'alliance contre-révolutionnaire de l'Atlantique-Nord a entrepris de mettre en application un gigantesque programme de réarmement marqué par l'implantation en Europe de 572 nouvelles armes dites « eurostratégiques » (Pershing 2 et missiles Cruise) capables d'atteindre des points essentiels du territoire soviétique. En outre, les Etats membres ont décidé d'augmenter leurs budgets militaires de 3 % en termes réels chaque année. Au-delà de ces mesures, le but poursuivi est de

parvenir à la plus étroite coordination du dispositif impérialiste. En participant en février dernier à des manœuvres dans les Caraïbes, en se solidarisant avec l'expédition britannique dans l'Atlantique-Sud et en apportant aux troupes de Thatcher l'assistance technologique dont elles avaient besoin, l'OTAN a montré que cet objectif n'en était plus au stade de l'hypothèse.

Pour justifier leurs préparatifs guerriers, les USA et leurs alliés ont argué d'une menace venue de l'Est. Cela leur a permis d'ajourner la ratification du traité SALT 2 (conversations sur la limitation des armements stratégiques) signé à Vienne en 1979 par Brejnev et Carter. La prétendue supériorité militaire soviétique leur permet également de faire de l'Europe un « théâtre d'opérations » d'autant plus précieux qu'il est éloigné de

plusieurs milliers de kilomètres des côtes américaines.

Ces plans se heurtent pourtant à de grandes difficultés. La moindre n'est pas la montée de l'hostilité populaire au réarmement. Ce sentiment — dont les sondages ont démontré qu'il était majoritaire parmi les populations européennes — a déjà contraint le gouvernement des Pays-Bas à ajourner sa décision quant à l'implantation, sur son sol, de 48 missiles de croisière. Il est vrai que seuls 14 % des Néerlandais acceptaient cette décision.

Reagan ira à ce sommet de brigands pour prôner une fois de plus l'alignement de ses alliés sur les objectifs de la citadelle impérialiste et pour prévenir tout recul de l'un ou l'autre des gouvernements. C'est dire l'importance de l'échéance du 10 juin contre laquelle un demi-million d'Allemands doivent manifester.

SOMMET IMPERIALISTE DE VERSAILLES



Rester les plus riches grâce aux plus pauvres

LES sept pays les plus riches du monde industrialisés... Ainsi se sont baptisés les membres de ce club très fermé dont la réunion annuelle se tient ces jours-ci derrière les marbres roses de Trianon. La formule se veut discrète, aseptisée. Il faudrait plutôt parler de sept premiers brigands de la planète, organisateurs et bénéficiaires d'un gigantesque pillage international.

Les sept les plus riches... Autrement dit les premiers au « tableau d'honneur » d'un ordre où la richesse se concentre tandis que la misère se répand ; où le prétendu « sous-développement » de la grande majorité est nécessaire pour assurer un prétendu « développement » de quelques autres. Ils parlent et agissent au nom de ces pays impérialistes qui, avec environ un quart de la population du monde capitaliste, consomment 75 % de l'énergie, 70 % des céréales et disposent de 89 % de l'argent consacré à l'éducation...

Ils sont les fondés de pouvoir d'un système qui organise et vit de l'inégalité à l'échelle mondiale. D'un système qui a permis en 1980 que près de cinq cents millions d'hommes, de femmes et d'enfants survivent en état de sous-alimentation, que cinquante millions en soient morts directement ou indirectement. Soit 137 000 par jour...

Inévitablement, sous les lambris dorés de Versailles et entre deux repas gastronomiques, il sera question de l'« aide aux pays sous-développés », et des « déséquilibres de l'économie mondiale », formule recouvrant pêle-mêle la prétendue « concurrence » des pays connaissant un début d'industrialisation, les fluctuations des cours des matières premières et la dette extérieure croissante des pays du tiers monde. Inévitablement la nécessité d'un « nouvel ordre économique international » sera évoquée comme à chaque rencontre de ce genre pour mieux masquer l'hypocrisie des discours.

« Aide »?... En réalité, même pas une aumône. Pourcentages dérisoires des budgets nationaux, sommes infimes en regard des dépenses militaires et d'armement par exemple. Et ces miettes sont distribuées, en premier lieu, en fonction des intérêts des puissances impérialistes et non des masses populaires déshéritées auxquelles elles sont supposées être destinées.

● La prétendue « concurrence des nouvelles industries des pays semi-coloniaux »

Il est vrai que depuis une ou deux décennies un certain nombre de ces pays ont connu un processus d'industrialisation relative. C'est le cas du Mexique, du Brésil ou de plusieurs pays de l'Asie du sud-est. Mais il s'agit d'une industrialisation correspondant là encore fondamentalement aux besoins et aux intérêts des puissances impérialistes.

Traditionnellement, l'exploitation de celles-ci reposait sur l'occupation des sols (les plantations) et le pillage du sous-sol (mines). Or, il est devenu de plus en plus nécessaire pour les métropoles d'exporter des biens d'équipement dont la production occupe dorénavant une place centrale dans leur appareil industriel. Depuis 1974, la crise économique et le renchérissement du prix du pétrole importé ont rendu plus impérative encore la nécessité de développer ce type d'exportations.

Parallèlement, une masse croissante de capitaux était attirée par ces pays où le chômage chronique et les restrictions aux libertés politiques, donc la « discipline sociale », permettent d'exploiter au maximum une main-d'œuvre abondante, donc de réaliser des profits considérables.

Augmentation des exportations de biens d'équipement vers les pays semi-coloniaux combinée à un déplacement des investissements impérialistes dans ces pays vers les secteurs industriels : les besoins des masses paupérisées et affamées du tiers monde ne sont guère pris en compte dans ce processus. Seule une très petite minorité des pays concernés en bénéficie à des degrés divers. Mais les grands bénéficiaires, ce sont les économies impérialistes, leurs groupes financiers et leurs sociétés dites « multinationales ».

D'après la conférence de l'ONU sur le commerce et le développement (UNCTAD), l'investissement total des monopoles impérialistes dans les pays « sous-développés » s'est élevé à 42 milliards de dollars entre 1970 et 1978. Pendant la même période, un peu plus de 100 milliards de dollars ont été rapatriés des pays dits du « tiers monde » vers les métropoles impérialistes.



Dans ce cadre, les entreprises américaines battent tous les records : elles ont investi 8 milliards de dollars tandis qu'il leur en revenait 39,7 sous forme de profits. La prétendue « concurrence » n'existe que pour mieux faire accepter aux travailleurs des métropoles impérialistes des sacrifices supplémentaires...

● Le poids des multinationales et le contrôle des marchés mondiaux

Cette industrialisation relative est une source de profits supplémentaires et considérables ; elle a contribué à accroître le rôle et le poids des grandes sociétés multinationales qui en ont profité pour étendre encore leur contrôle sur les secteurs plus traditionnels d'exploitation, agricoles ou miniers.

50 à 60 % du marché mondial du sucre et de celui du phosphate ; 70 % de celui de la banane, du riz ou du pétrole brut ; 85 % de celui du thé, du café, du tabac, du coton, du jute et du cuivre ; 90 % de celui du fer et de la bauxite... Les pourcentages contrôlés sont éloquentes, mais ils prennent toute leur signification lorsqu'on sait que l'essentiel des revenus des exportations des pays semi-coloniaux proviennent toujours des produits agricoles et des matières premières malgré les débuts d'industrialisation relative.

C'est là une caractéristique générale, même si d'importantes différences peuvent exister d'un pays à l'autre. Les économies semi-coloniales restent donc fondamentalement soumises aux fluctuations des prix de ces produits en fonction de l'offre et de la demande sur le marché mondial.

Prenant exemple sur les pays producteurs de pétrole regroupés au sein de l'OPEP, diverses associations de pays producteurs se sont formées. Elles n'ont guère obtenu de modifications significatives sur l'essentiel : les mécanismes de détermination des prix. Ce que l'on appelle la « dépendance physique » des économies impérialistes envers une série de matières premières est réelle. Mais elle n'est pas suffisante pour assurer, au-delà de périodes exceptionnelles et très conjoncturelles, une position de force aux pays du « tiers monde ».

En mettant en évidence l'instabilité et la fragilité des revenus des pays sous-développés exportateurs de matières premières, la crise économique mondiale actuelle souligne aussi la précarité de leur fonction de marché pour les industries des pays capitalistes développés. Il est donc aussi de l'intérêt des puissances impérialistes de stabiliser les prix des matières premières afin de permettre aux pays semi-coloniaux de continuer à importer des biens d'équipement en quantité satisfaisante pour leurs industries.

● La dette extérieure : un autre moyen pour les plus riches de s'enrichir aux dépens des plus pauvres

Depuis trois décennies, le déficit des économies du tiers monde (déficit de la balance des paiements) n'a cessé de croître. Il en résulte un gigantesque endettement : en 1981, le total des dettes des pays sous-développés vis-à-vis des institutions fi-

nancières — publiques et privées — de l'impérialisme atteignait le chiffre record de 524 milliards de dollars ! C'est là une autre expression de l'exploitation des pays pauvres par les pays riches ; d'un transfert de valeur des premiers vers les seconds.

Depuis le milieu des années soixante-dix, ce phénomène s'est brutalement accéléré. Les pays semi-coloniaux non-producteurs de pétrole paient plus cher celui-ci, mais aussi tous les produits manufacturés ; alors que sous l'effet de la crise économique la valeur et le volume de leurs exportations traditionnelles ont chuté. Les six dernières années, la croissance des prix des produits manufacturés en provenance des pays impérialistes a été à l'origine d'un déficit équivalent à celui engendré par l'augmentation du prix des produits pétroliers.

En d'autres termes, les puissances impérialistes prises dans leur ensemble ont fait supporter aux pays sous-développés non exportateurs de pétrole une bonne part du coût supplémentaire de leurs importations pétrolières.

L'endettement global de ces derniers atteint maintenant des limites insupportables. Une part croissante des nouveaux prêts accordés est directement consacrée au service de la dette : 56 % en 1972, 69 % en 1982 et, si la tendance actuelle se confirme, 80 % en 1985. Il y a certes là un danger croissant de crise majeure pour l'économie mondiale dans son ensemble. Mais pour l'instant le coût de plus en plus insupportable de cette dette pour des économies déjà exsangues est encore un moyen supplémentaire pour les puissances impérialistes d'extraire les richesses des pays semi-coloniaux et dominés.

Jean-Pierre Beauvais



SOMMET IMPERIALISTE DE VERSAILLES

Mitterrand et les rapports Nord-Sud

• Derrière les discours généreux, un but : favoriser le redéploiement industriel

DE la conférence de Cancun sur les rapports Nord-Sud à celle de Paris sur les pays les moins avancés (PMA) en passant par le voyage de Mitterrand en Afrique, les responsables du gouvernement français ont souvent eu l'occasion d'affirmer que « la coopération pour le développement est une dimension essentielle de l'action de la France ».

Lors de son récent périple africain, Mitterrand a par exemple appelé « à refuser l'égoïsme à courte vue et à faire partager cette attitude par les autres nations de la communauté mondiale. » Il s'est même engagé en Côte d'Ivoire à se faire le défenseur des revendications des pays pauvres lors du sommet des dirigeants impérialistes de Versailles.

Mitterrand fonde sa politique sur deux idées forces : la recherche de « rapports Nord-Sud mieux équilibrés » et d'un « co-développement mutuellement bénéfique ». Partageant la conviction profonde que « c'est le développement qui permettra d'une part de tirer le tiers monde de la situation dramatique dans laquelle il se trouve, mais aussi de tirer le Nord de la crise économique mondiale dans laquelle lui se trouve embourbé », comme le déclarait Jean Pierre Cot, « le gouvernement français estime qu'« en favorisant le développement du tiers monde » on « contribue à la relance de l'économie mondiale et à la sortie de la crise actuelle ». « Aider le tiers monde c'est s'aider soi-même », suivant la célèbre expression du chef de l'Etat français.

Pour concrétiser cette solution miracle à la crise du capitalisme, il suffirait donc simplement d'une politique « volontariste » d'aide au tiers monde. Le gouvernement français se trouve sur cette question à l'opposé du protectionnisme de Ronald Reagan et les réticences de ses part-

naires européens ne manqueront certainement pas de s'exprimer lors des discussions du sommet de Versailles.

Faisant écho en quelque sorte aux propositions de Mitterrand, le président de la Banque mondiale, Mr. A.W. Clausen, a lancé le 20 mai dernier un appel à résister au protectionnisme commercial émettant l'espoir qu'au sommet de Versailles, « il apparaîtra clairement une fois de plus qu'un monde avec des politiques commerciales authentiquement libérales est dans l'intérêt de tous ».

Le nouvel ordre économique mondial

Trois thèmes reviennent régulièrement dans la politique du gouvernement Mitterrand-Mauroy en direction du tiers monde et méritent, de ce fait, notre attention : la stabilisation des ressources des pays pauvres et la recherche d'un nouvel ordre économique ; le « co-développement mutuel » et le redéploiement industriel qu'il sous-tend ; enfin l'intérêt que les peuples du tiers monde et les travailleurs français pourraient avoir à une telle orientation.

La stabilisation des ressources des pays les plus pauvres par un système de soutien des prix de leurs matières premières sous la forme d'une sorte d'assurance, dite Stabex, a été décidée lors de la conférence de Lomé entre la Communauté européenne et des pays d'Afrique, de la Caraïbe et du Pacifique (accords CEE-ACP). Outre que, depuis, les choses ont bien du mal à passer dans les faits, ce système ne remédie nullement à la racine du mal de ce fameux échange inégal : la profonde dépendance de pays monoculteurs ou monoproduit par rapport aux lois du marché mondial dont dé-



Un allié fidèle, le président sénégalais

pend la fixation du prix de leurs produits. Or ces lois du marché restent entièrement aux mains des principaux trusts impérialistes.

Un « nouvel ordre économique international » qui ne s'attaque pas à cela n'a donc rien de bien novateur.

Tout au plus s'agit-il pour Paris de soutenir des bourgeoisies locales et de faire participer ponctuellement la CEE au financement du déficit d'Etats néo-coloniaux jusque-là entièrement pris en charge par la France qui fournit régulièrement les ralonges budgétaires nécessaires à plusieurs pays d'Afrique.

Le redéploiement industriel

De plus en plus intéressées aux marchés potentiels que représente ledit « tiers monde », les compagnies impérialistes ont déjà depuis longtemps organisé l'industrialisation partielle de plusieurs de ces pays. Cela correspond bien évidemment aussi au besoin capitaliste d'exporter des biens d'équipement de haute technologie (usines clefs en mains...). Toutefois, ce redéploiement industriel, ce « transfert de technologie » comme l'appellent les gouvernements capitalistes, s'il induit une certaine industrialisation dans certains pays du tiers monde, n'en accroît qu'encore plus leur dépendance vis-à-vis des multinationales impé-

rialistes (dépendance technologique, financière...).

Dans le domaine réservé de l'impérialisme français, l'Afrique, l'épargne locale est encore bien trop limitée pour parvenir à elle seule à financer cette grande redivision mondiale du travail. Giscard d'Estaing avait donc imaginé un « trilogue » entre la technologie française, les ressources de l'Afrique et les pétrodollars arabes. La chute des revenus pétroliers a vite rendu cette formule caduque.

Le « co-développement mutuel » sous la forme d'une augmentation de l'aide publique française au tiers monde — de 0,35 % à 0,7 % du produit national brut d'ici à la fin 1988 — n'est qu'une nouvelle réponse bourgeoise à ce problème. Cette aide publique doit permettre aux néo-colonies françaises de se fournir en biens d'équipement industriels auprès des trusts capitalistes français. Elle est donc une contribution indirecte des contribuables français aux financements des dépenses somptuaires des bourgeoisies néo-coloniales et à leurs achats auprès des industriels français. En quelque sorte, une rationalisation de l'expansion capitaliste derrière quelques proclamations charitables.

Quel intérêt pour les peuples ?

Enfin, s'il est assez évident qu'une telle politique ne profite pas aux masses déshéritées des pays dominés, tant ces aides diverses sont détournées par les industriels français et les bourgeoisies locales, le gouvernement Mitterrand-Mauroy voudrait nous convaincre qu'elle est néanmoins indispensable au maintien de l'emploi en France car elle favorise les exportations. C'est pourtant là méconnaître une évidence de poids : les branches industrielles qui bénéficient le plus de ces contrats d'exportations ne sont pas celles qui sont en voie de restructurations et fournissent aujourd'hui le gros des chômeurs (textile, chaussure, automobile...). De plus, c'est nier que la crise de l'économie capitaliste a une dimension internationale.

Les orientations du gouvernement Mitterrand-Mauroy en matière de coopération avec le tiers monde montrent très clairement que vouloir améliorer la gestion capitaliste par « une bonne coopération » fait le jeu du processus de redéploiement industriel des multinationales. Et il n'est pas étonnant que cette continuité stratégique par rapport au gouvernement Giscard-Barre, au-delà des aspects tactiques nouveaux, s'exprime par la ferme volonté de maintenir intacte la présence militaire française en Afrique.

Rompre avec cette orientation dont les peuples dominés et les travailleurs français sont les premières victimes exige une politique qui en finisse avec la logique capitaliste, et non qui tente de l'améliorer.

Vincent Kermel

Pesanteurs...

LES relations avec l'Amérique latine — et dans une moindre mesure avec les pays arabes — devaient être le cadre de la « nouvelle politique française » en direction du tiers monde. Elles devaient préfigurer un « nouveau type de rapports Nord-Sud ». Telles étaient les ambitions affirmées par Mitterrand et ses conseillers au début du septennat.

Au Moyen-Orient, ce ne fut qu'un feu de paille. Au nom des « nécessités de l'approvisionnement énergétique », la priorité fut d'abord donnée au renforcement des liens avec les Etats les plus réactionnaires de la région (Arabie Saoudite). Puis au nom de l'« amitié » avec cette tête de pont de l'impérialisme qu'est l'Etat sioniste, il y eut le resserrement des liens avec Israël, marqué par le voyage officiel de Mitterrand au

moment même où s'accélérait le processus d'annexion des territoires occupés. Autant dire qu'aux yeux des masses arabes et du peuple palestinien en lutte, il n'y a, dorénavant, aucune différence entre la politique actuelle de la France et celle des autres puissances impérialistes...

En Amérique latine, la marginalité des intérêts économiques français dans de nombreux pays (en particulier en Amérique centrale) semblait permettre quelques initiatives « audacieuses »... et sans risques.

La déclaration franco-mexicaine de septembre dernier reconnaissant le FDR-FMLN salvadorien comme une « force politique représentative », l'appui aux initiatives diplomatiques de la bourgeoisie et du gouvernement mexicains afin de s'opposer à une intervention directe de l'impérialisme américain

avaient fait naître quelques espoirs et beaucoup d'illusions parmi les « humiliés » du continent auxquels Mitterrand s'adressait lors de son discours de Mexico. Les reculades successives devant les pressions de Washington (à propos des ventes d'armes au Nicaragua notamment) passaient presque inaperçues. Puis vint la crise des Malouines. Le soutien sans nuances apporté à la guerre britannique, la fermeté française aux premiers rangs de la coalition impérialiste sont venus rappeler brutalement que le gouvernement actuel était le fondé de pouvoir de la quatrième puissance impérialiste mondiale. En quelques jours, la plupart des illusions se sont évaporées. Là encore, la « nouvelle politique française » n'aura été qu'un feu de paille, vite éteint par les « pesanteurs » impérialistes.

J.-P. B.

L'Association pour l'aide au retour créateur des travailleurs africains (AARCTA) organise

Africa Fête

Vendredi 11 juin 1982 à partir de 19 h 30, hippodrome de Pantin, métro porte-de-Pantin.

CANNES (suite et fin)



P ARMI les grands moments cannois, il y eut aussi *Britannia Hospital* de Lindsay Anderson. Film d'humour noir et de dérision qui se passe dans un hôpital quelques heures avant une visite royale ; le clou de la visite devant être la démonstration par le grand patron de l'hôpital qu'il peut refaire l'homme. Ce Frankestein 1982 autocrate et sanguinaire mettra un terme à tout ce qui risquait de faire capoter l'auguste visite. L'hôpital, microcosme, s'embrase, parce que l'Angleterre est dans une drôle de crise... Il n'y a que ce vieux politicien qui s'éteint en citant Shakespeare pour croire encore au demi-paradis insulaire. Un film superbe que le distributeur français (Gaumont), s'apprête à sacrifier en le sortant le 18 août. Vous êtes prévenus : Gaumont-Thatcher, même combat !

Chronique des pauvres, chant d'espoir et de luttes, la naissance d'un mouvement ouvrier, tout cela se retrouve dans le très beau film du Péruvien Jorge Reyes, *la Famille Orrozco*. Un film qui renvoie dos à dos tous les chauvinismes, et dit qu'en regardant l'histoire en arrière, on regarde en même temps le présent.

C'est en arrière que regarde Peter Gothar le Hongrois. *Le Temps suspendu* est l'œuvre d'un homme de 32 ans qui revoit son enfance et son adolescence. Comment grandir quand les parents et leur génération n'ont toujours pas tiré au clair le passé sous le signe de Staline et le présent d'après 1956 ? Cette amère chronique d'une Hongrie en perpétuelle adolescence est pon-

tuée — petit décalage exotique — de musique pop et rock.

C'est encore avec un certain décalage que parvient *Missing*, histoire d'un Américain mort en 1973 au Chili et que sa famille recherche. Cette histoire toute américaine d'une famille confrontée à la triste réalité historique par la mort du fils en Amérique latine veut rappeler — les véritables protagonistes du drame nous l'ont dit — l'incidence que peut avoir sur la vie d'un Américain moyen la politique étrangère de son pays. L'accent a été mis sur la recherche de la vérité, recherche entravée, aux Etats-Unis même, par ceux qui veulent cacher ce qu'ils ont fait au Chili. Il faut voir ce film comme un film nécessaire, et nécessaire aux Américains en tout premier lieu. Ce n'est pas par hasard que le département d'Etat de Reagan a publié un communiqué pour dénoncer le film et traiter les protagonistes du drame de « *paranoïaques excités par le chagrin* »...

Il y eut aussi *Hammet* de Wim Wenders, et *Passion* de Jean-Luc Godard que l'on regrette de ne pas avoir vu figurer au palmarès, mais on se réjouit bien fort pour *Yo!* et *Missing*. Elles ne sont pas de trop ces images classiques de Costa-Gavras pour rafraîchir les mémoires et parler de l'Amérique centrale. Pour *Yo!* c'est une autre et à la fois la même histoire. Nous sommes heureux que, haut et fort, Yilmaz Güney et son complice Goren aient pu crier ce qu'on étouffe en ce moment en Turquie, la misère de tous, l'oppression du peuple et celle des Kurdes en premier lieu. Que la violence des images dénonce celle de la vie.

Noémie Mas

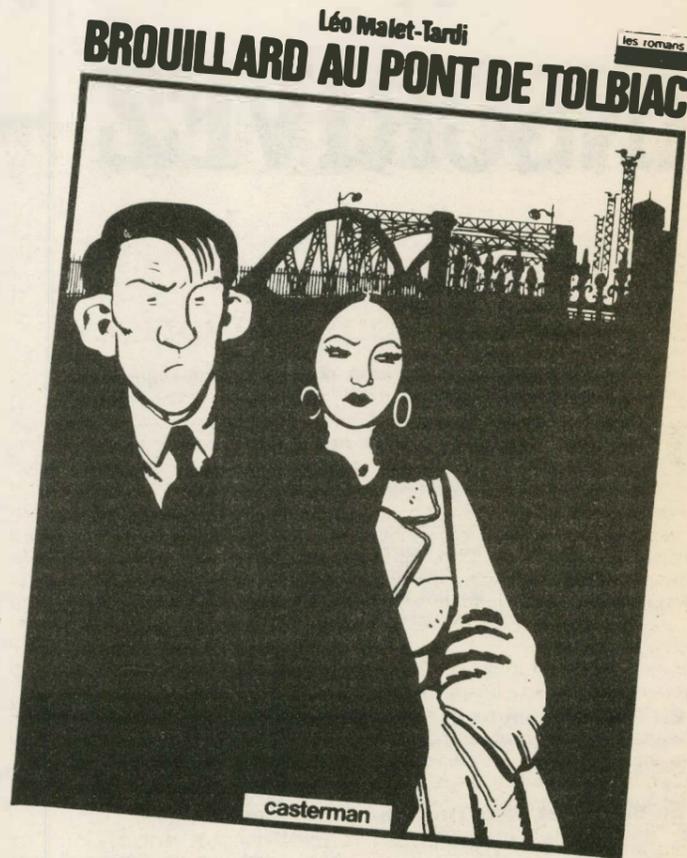
DU POLAR DANS LES KIOSQUES

UN titre à lire absolument : *Meurtre au comité central*, de Manuel Vasquez Montalban. C'est l'auteur de plusieurs livres, dont sont traduits en français *Marquise si vos rivages* (génial) et *la Solitude du manager* (très bon). Le dernier bouquin est, sur un canevas policier (le premier secrétaire du PCE assassiné lors d'une séance du CC, forcé par l'un des participants), une sorte d'étude sur le PCE aujourd'hui, et sur toute l'Espagne, d'ailleurs. Pepe Carvahlo, détective et gourmet, quitte sa chère Barcelone et s'aventure à Madrid. C'est magnifiquement écrit, tout le temps passionnant, et encore plus pour nous. Dommage, c'est cher, 56 F pour l'instant (Le Sycamore).

Après, il y a Vautrin, avec deux titres : son dernier, *Canicule* (Mazarine), et une réimpression en poche de *Bloody Mary*. Peut-être que *Bloody Mary* est meilleur, mais les deux sont excellents : avec ce style tordu, ciselé, ultra-précieux, Vautrin est aujourd'hui arrivé à se créer son propre argot, un peu comme San Antonio. Ses héros paumés et pitoyables, son anarchisme noirâtre confirment Vautrin comme « un des grands ».

Restons dans les français : à la droite, un A.D.G. (Série noire), *On n'est pas des chiens*, un San-A, (Fleuve Noir), *la Pute enchantée* — pas de renouvellement de ces célébrités. Les amateurs peuvent y aller voir sans problèmes. Au Fleuve, aussi, un bon Jean Mazarin, *Collabo-song*, joli roman rétro, et une curiosité dans *Engrenage*, *Caméra Carnage* de Jacques Forgeas : une idée magnifique (comment le Pentagone utilise Coppola !) mal utilisée et bâclée (la dinguerie géante exige construction serrée et écriture stricte). Oublions le ringard *Coup double* (prix du Quai des Orfèvres !!!), regardons plutôt, chez Slatkine, cette *Javanaise* de Paul Gerrard (1964), splendide et surprenante idée d'intrigue, avec, à un moment, une curieuse résurgence de l'antisémitisme d'avant-guerre.

Des tas de réimpressions passionnantes au rayon américain, Mc Bain, Westlake, Thompson, G. MacDonald, en Carré noir, en Marabout... *High Sierra*, de Burnett



(qui vient de mourir), *Sale histoire*, d'Ambler (Slatkine), tout ça passionnant. Et les nouveaux, l'indispensable Série noire : *Pour qui sonne le clap* (Kaminsky et ses recettes, G. Cooper et Hemingway comme personnages), *les Damnés du bitume*, de Stevenson, excellent roman homo, *Faut pas avoir honte* (A. Lyons, encore l'homosexualité, mais vue ici seulement comme un des éléments d'une histoire), *la Belle et les Ténébres* (Parker, milieu cinéma, privé matcho, féministes), *la Piscine bala-*

deuse (E.V. Cunningham, flic japonais en Californie, mannes de Charlie Chan !), *Au doigt et à l'oreille* (Ross Thomas : CIA et terroristes lybiens), *Vive les viocs* (le privé quasi octogénaire, de L.A. Morse), et, de John Dunning, *les Mécanos de la mort* : gauchistes devenus, bien sûr, terroristes, et flic-journaliste sincère et honnête. Pas de révélation. Même sous questionnaire poussé. Mieux vaut relire Montalban. Et Vilar — mais ça commence à être dur de le trouver.

Paul-Louis Thirard

POLARS (SUITE)

Paul-Louis avait déjà remis son papier quand sont arrivés ces trois-là...

● *Bleu de méthylène* (1) est le petit dernier de Frédéric H. Fajardie. Des éboueurs qui trouvent une tête dans une poubelle du XIII^e arrondissement... Un flic qui resserre ses filets autour d'une « boîte à bac » dont plusieurs élèves, médiocres et glandeurs, se sont fait décoller récemment... Sujet et style courent comme du rasoir.

● *Brouillard au pont de Tolbiac* de Léo Mallet (2), illustré par Tardi. La plus belle bande dessinée poli-

cière depuis « *Alack Sinner* » de Munoz et Sampayo. Ce « blues du 13^e arrondissement » qui suinte la misère et la mort, est un hommage de Tardi au quartier assassiné par promoteurs et bétonneurs. Foin de super-héros ici, mon bon Monsieur ; mais Nestor Burma a la gueule de Parisien moyen qu'on lui rêvait.

● *Mémoire en cage* (3) de notre camarade Thierry Jonquet. Le cadre : un institut pour jeunes handicapés. Au bâtiment A, les amputés congénitaux ; au B la traumatologie infantile ; au C, les infirmes mo-

teurs cérébraux... Au centre, Cynthia sur son fauteuil roulant, concoctant une magistrale vengeance... Elève Jonquet, vous êtes bien doué !... Vous allez être obligé de continuer à écrire de telles horreurs pour faire plaisir à vos iconoclastes de lecteurs...

M. L.

(1) Denoël, collection « *Sueurs froides* ».
(2) Albin
(3) Albin Michel, collection « *Sanguine* ».

« SERIE B »

Après un long silence, deux nouvelles « Série B » : *l'Ange Noir* (William Irish) et *Troublez-moi ce soir* (Charlotte Amstrong). Presque invisibles en France, les films de référence, respectivement *Black Angel*, réalisé en 1946 par Roy William Neill, et *Don't Bother to Knock*, réalisé en 1952 par Roy Ward Baker, ne jouissent pas d'un prestige comparable à celui des autres séries B adaptées des quatre précédentes parutions (*High*

Sierra, Laura, la Nuit du chasseur, la Soif du Mal).

Dans *Troublez-moi ce soir*, une jeune fille fraîchement libérée d'asile se voit imprudemment confier la garde d'une fillette. Survient un pilote teigneux, cynique, solitaire et tombeur. A l'écran, la dévoueuse d'enfant était Marilyn Monroe et le séducteur Richard Widmark. Qu'on ne se laisse pas impressionner par le manque de con-

viction du dossier : ce film est une perle dans la carrière de Marilyn.

● *Alberta, l'Ange Noir* de William Irish, est sur le point de devenir veuve. Elle a 22 ans. Son mari va être exécuté pour un meurtre qu'il n'a pas commis. Alberta décide de rechercher le vrai coupable. Elle le trouve. Il est sensationnel. Coup de foudre. Le type est épileptique et suicidaire. A la fin, l'ange retrouve son mari et ses casseroles.

lawa Tate

sur le petit écran

● **Dimanche** 14 h (TF1) finale des internationaux de France de tennis en direct de Roland-Garros. Une finale Villas-Clerc risquerait de pousser Thatcher à avaler son dentier...

20 h 35 (FR3) *la Dentellière* de Claude Goretta. A voir pour l'excellente interprétation d'Isabelle Huppert.

22 h 40 (FR3) *Mamma Roma* de P.-P. Pasolini avec Anna Magnani. Le plus maudit des films maudits de ce (grand) cinéaste maudit.

● **Mardi** 20 h 35 (TF1) *Tannhauser*, opéra de Wagner en direct de Fes-

tival de Bayreuth (et en stéréo sur France Musique) ; Godchau me souffle que la baguette sera tenue par Colin Davies...

● **Judi** 20 h 35 (FR3) *l'Affaire Mattei*, un film de Francesco Rosi avec G.-M. Volonte. La vie et la mort (mystérieuse) du créateur de l'ENI, première firme pétrolière italienne nationalisée après-guerre. Un dossier politico-économique passionnant de bout en bout. Si vous n'avez qu'un film à voir cette semaine à la télé...

M. Laszlo

Mieux comprendre pour agir plus efficacement :

« Nous avons trois tâches essentielles disait Lénine, apprendre, encore apprendre, toujours apprendre. »

INSCRIVEZ - VOUS AUX STAGES D'ETE 1982 DE LA LCR

POUR S'INSCRIRE

Il suffit de remplir le bulletin ci-contre complètement d'y joindre 150 F d'arrhes
- soit en liquide
- soit en chèque, à l'ordre de la LCR
et une enveloppe timbrée à votre adresse.
Renvoyez le tout d'urgence à

LCR Formation, été 82,
2, rue Richard-Lenoir
93 108 Montreuil.

● **En France** : comment, face à la droite et au patronat, imposer le changement ?

● **En Europe et dans l'ensemble des pays capitalistes** : comment les travailleurs peuvent-ils faire face à la crise, comment peuvent-ils imposer des solutions qui permettent d'en finir avec le chômage ?

● **Au Salvador et en Amérique centrale** : une intervention militaire de l'impérialisme américain est-elle inévitable ? La révolution peut-elle triompher ?

● **En Pologne** : la mobilisation de la classe ouvrière pour un socialisme authentique est-elle brisée ? La révolution peut-elle trouver un nouvel élan ?

Ces questions sont dans toutes les têtes. Parce qu'elles renvoient aux enjeux de la situation actuelle.

Ils sont ouverts à toutes et tous : sympathisants de la LCR, lecteurs de *Rouge*, camarades qui partagent le combat de la LCR et veulent mieux connaître ses positions politiques...

- **Des exposés**, sur les thèmes suivants :
 - la situation actuelle et ses enjeux
 - la crise du capitalisme
 - les syndicats face à la crise
 - la lutte de libération des femmes
 - la social-démocratie et le Parti socialiste
 - le stalinisme
 - le PCF
 - la révolution en Amérique centrale et l'impérialisme
 - la Pologne et la révolution politique dans les pays de l'Est
 - Internationalisme et Internationale, la IV^e Internationale
 - la construction du parti révolutionnaire

- **Des commissions** permettant la discussion en petits groupes...
- **Des discussions**, des échanges d'expériences, des débats sur les thèmes proposés par les participants...
- **Des heures de détente**, de lecture et de loisirs...

Stage n°1 : du 3 au 10 juillet
Stage n°2 : du 10 au 17 juillet
Stage n°3 : du 17 au 24 juillet
Stage n°4 : du 24 au 31 juillet
Stage n°5 : du 31 juil. au 7 août
Stage n°6 : du 7 au 14 août
Stage n°7 : du 14 au 21 août

Le prix est de 650 F tout compris (pension complète et matériel de formation).

Une crèche garderie est organisée en permanence pour les enfants.

✂

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____

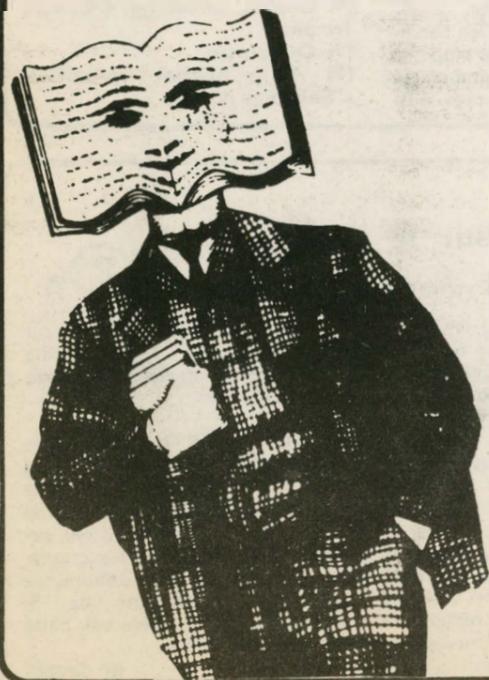
Profession : _____
Lieu d'emploi : _____
Syndicat : _____
Responsabilité syndicale : _____

Stagiaire à la LCR : _____ Age : _____
en contact avec la LCR : _____ Sexe : _____
sans contact avec la LCR : _____

Je viens avec enfant(s), âgés de : _____

Numéro du stage choisi :

Je j'ai en voiture et je dispose de _____ places(s)
● si c'est possible, j'aimerais profiter d'une place en voiture
● on peut me téléphoner
au n° _____
de _____ h à _____ h



La librairie
« LA BRECHE »

9, rue de Tunis 75011 Paris
tel : 367-63-57 M° Nation

5% de moins
à la caisse
sur tous les livres

samedi 5 juin
ouvert
de 10h à 20 h
exception
nellement